

MOTIONS POUR LE CONGRES DE L'UNITE DES SOCIALISTES

11,12 et 13 JUIN 1971

EPINAY SUR SEINE

Document diffusé par la Délégation
Nationale pour l'Unité des Socialistes

9, rue Anatole de la Forge, Paris (17^{ème})

PROPOSITION
DE LA DELEGATION
NATIONALE

pour l'élaboration et l'adoption
des Statuts du Parti

Une des premières décisions du Congrès de l'Unité doit être l'adoption de statuts pour le parti.

Dès l'ouverture du Congrès, vendredi 11 juin au matin la Délégation Nationale proposera aux délégués la procédure suivante:

1°) Le Congrès élit une commission de 30 membres chargée de lui proposer à la séance du soir un projet de statut

2°) Cette commission des statuts est saisie d'une part de tous les textes de motion concernant les problèmes d'organisation, d'autre part des textes statutaires actuellement en vigueur dans les organisations constitutives et en particulier ceux du Parti Socialiste qui reprennent pour l'essentiel, un texte élaboré en commun par la C.I.R., le Parti Socialiste (SFIO), l'UGCS et l'UCRG en 1969 .

3°) La commission des statuts, pour faciliter les travaux du Congrès présentera un projet de texte unique sur tous les points pour lesquels un accord se sera manifesté en son sein, et plusieurs propositions de rédaction sur les autres points .

S O M M A I R E

A-MOTION PRESENTEE PAR LE BUREAU DEPARTEMENTAL DE LA C.I.R. DE LA HAUTE-GARONNE	P. 4
B-"LA FORMATION DES MILITANTS: UNE TACHE PRIORITAIRE POUR LE PARTI"	P. 4
C-MOTION PRESENTEE PAR LA C.I.R. DES HAUTES-PYRENEES	P. 5
D-MOTION PRESENTEE PAR LA SECTION DE MONTMORENCY DU P.S.	P. 5
E-MOTION PRESENTEE PAR MICHEL PETIT (HAUTS-DE-SEINE)	P. 6
F-MOTION PRESENTEE PAR LA SECTION DE METZ DU P.S.	P. 6
G-MOTION PRESENTEE PAR LES FEDERATIONS DE L'ILLE-ET-VILAINE, DES COTES-DU-NORD, DU MORBIHAN ET DU FINISTERE DU P.S.	P. 7
H-MOTION PRESENTEE PAR LA SECTION "GAZ DE FRANCE" DE LA C.I.R.	P. 7
I-"POUR UN PUISSANT MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SOCIALISTE"	P. 7
J-MOTION PRESENTEE PAR GERARD VINCENT (HAUTE-VIENNE)	P. 8
K-"ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET ORGANISATION DU NOUVEAU PARTI SOCIALISTE"	P.10
L-"POUR LE SOCIALISME, UN PARTI UNI ET PUISSANT "	P.11
M-"POUR UN PUISSANT PARTI SOCIALISTE ORIENTE A GAUCHE "	P.12
N-MOTION PRESENTEE PAR LES NOUVEAUX ADHERENTS DU CERCLE D'ETUDES POUR L'UNITE SOCIALISTE DE LA NIEVRE	P.17
O-"POUR UN PARTI SOCIALISTE ET POUR LA RECHERCHE DE L'UNION DE LA GAUCHE"	P.18
P-"UNITE ET RENOVATION POUR UNE VICTOIRE DU SOCIALISME EN 1973"	P.20
R-"LA GAUCHE A BESOIN D'UN PARTI SOCIALISTE FORT"	P.22

A Motion présentée par le Bureau départemental de la C.I.R. de la Haute Garonne

Le Parti Socialiste regroupe tous ceux qui entendent participer au renouveau et à l'union de la gauche, ainsi qu'à la fondation d'une société socialiste démocratique. Il doit devenir le parti de la classe des travailleurs. Il importe donc qu'il s'organise pour appeler à lui le plus grand nombre d'ouvriers, d'employés, de paysans, de techniciens, de cadres et d'intellectuels.

Pour ce faire, il doit accroître son implantation sur les lieux de travail en favorisant la création de sections de plein exercice.

À l'intérieur, comme à l'extérieur de l'entreprise, il suscitera ou participera à toute action collective qui s'insère dans le combat socialiste.

En s'attachant en priorité à développer la recherche doctrinale, à renouveler son style, à laisser s'exercer en son sein le libre jeu d'une véritable démocratie interne, il attirera dans ses rangs les nombreux hommes de gauche qui n'avaient pu trouver jusqu'à ce jour, dans les anciennes familles, l'expression de leurs aspirations.

La rénovation nécessaire ne pourra se faire sans des structures adéquates.

Ces structures doivent servir à concrétiser dans la pratique, les principes qui nous animent. Ainsi pour des socialistes, la démocratie véritable passe par l'accession de tous aux responsabilités et la participation de chacun à la prise de décisions.

C'est pourquoi l'assemblée générale des militants doit être considérée comme le lieu privilégié où s'exercera la démocratie, c'est donc elle qui à tous les niveaux où ce sera possible, dans le quartier, l'entreprise, l'université, l'arrondissement voire le département, possèdera en dernier ressort les pouvoirs de décision.

Dans ce but l'assemblée générale :

- adoptera les textes politiques soumis à la discussion du Parti.
- Décidera des actions à mener.
- Désignera à son niveau les candidats du Parti (c'est devant elle que les élus devront périodiquement rendre compte de leur activité).
- Organisera à son échelon le recrutement et la propagande du Parti.

Seuls les militants présents posséderont le droit de vote lors des assemblées générales.

De plus, quand un nombre trop élevé de militants ou l'éloignement géographique obligeront une quelconque assemblée du Parti à adopter le système des délégués avec mandats tout militant non délégué de l'unité géographique concernée aura le droit d'assister et de participer au débat sans avoir le droit de vote.

D'autre part, pour compléter l'exercice de la démocratie dans le parti, il est nécessaire de prévoir à tous les niveaux :

- Une rotation des mandats électifs internes à l'organisation (un exercice de six ans consécutifs peut être considéré comme un maximum. Au-delà de ce temps, nul ne peut être candidat avant un délai de deux ans).
- Une séparation entre les fonctions administratives et les mandats électoraux nationaux.
- Une représentation statutaire limitée, minoritaire des élus dans tous les organismes de direction du parti.
- Le non-cumul des mandats à l'intérieur du Parti.
- La non-rééligibilité d'un candidat à un mandat électif au suffrage universel (maire, conseiller général, député, sénateur) s'il a été en fonction depuis plus de 11 ans.

Le respect des décisions adoptées ne saurait être réel sans la discipline de tous.

Ainsi tout membre élu à une assemblée politique avec investiture du Parti doit obligatoirement appartenir au groupe constitué par celui-ci dans l'assemblée.

Dé même l'orientation du congrès national ne pourra être remise en cause par une instance locale avant le prochain congrès.

Ainsi par la rénovation complète des méthodes, par l'implantation et l'activité du Parti dans tous les secteurs par l'union de la gauche, le Parti Socialiste permettra l'établissement en France d'un régime qui prendra les mesures nécessaires pour créer de façon irréversible une société socialiste. C'est là son objectif.

B La formation des militants : une tâche prioritaire pour le Parti

Le combat socialiste exige de chaque militant la conscience de l'exploitation capitaliste et la volonté de lutter contre elle. Mais ce combat exige aussi que chaque militant connaisse les fondements théoriques et les aspects actuels de la pensée socialiste. Il exige enfin que chaque militant connaisse et soit capable de diffuser autour de lui les analyses politiques, le programme et le sens des actions du parti.

Le combat socialiste exige des militants formés pour l'action politique.

Cette formation ne s'acquiert pas seulement dans l'action elle-même : elle suppose un effort personnel, l'étude, la réflexion et la mise à jour permanente des connaissances. Le Parti doit donner à ses militants les moyens de cette formation.

C'est une de ses tâches prioritaires, car faute de formation, de nombreux militants, parfois chargés de responsabilités, éprouvent des difficultés aussi bien face à leurs adversaires réactionnaires.

Le Parti doit donc armer ses militants pour le combat socialiste. La multiplication et le succès des divers organismes de recherche et de formation qui se sont développés au cours de ces dernières années, en particulier auprès du Parti socialiste et de la Convention des Institutions Républicaines, révèlent que ce besoin de formation est de plus en plus profondément ressenti.

Ces organismes restant dans leur domaine propre ont un rôle à jouer, mais leur action ne peut pas dispenser le Parti lui-même d'entreprendre, au besoin avec leur collaboration, mais pour son compte, l'organisation méthodique d'un système de formation au niveau national, régional et départemental.

Le Congrès de l'Unité des Socialistes mandate le Bureau politique du Parti élu le 13 Juin 1971 pour atteindre, d'ici le prochain Congrès, les objectifs suivants :

1er Objectif : Lancer une action de formation systématique

Des STAGES seront organisés au niveau départemental, régional ou national pour permettre aux militants et responsables qui le désirent d'acquérir ou de mettre à jour leurs connaissances dans les domaines suivants : Histoire de la pensée et du mouvement socialiste; problèmes politiques, économiques, sociaux du monde contemporain; techniques d'organisation et de propagande.

Des BROCHURES seront élaborées, publiées et vendues à bas prix par le Parti, afin de permettre à tous ses adhérents d'étudier en priorité : l'histoire du mouvement socialiste; les fondements de la critique socialiste du capitalisme; les expériences socialistes dans le monde.

10 000 JOURNÉES-STAGIAIRES; 50 000 BROCHURES VENDUES d'ici le prochain Congrès, tel est l'objectif minimum.

2me Objectif : Organiser la recherche théorique

La mise au point des programmes de formation et l'élaboration du matériel imprimé rendront impérieux le besoin d'un approfondissement théorique dans certains domaines. Cette recherche sera organisée dans le cadre d'une étude comparée des différents courants de la pensée socialiste en France et dans le monde. Elle devra approfondir la critique des formes actuelles de l'idéologie capitaliste.

Un PROGRAMME de recherche sera fixé et la publication d'une revue théorique assurera la progression et la diffusion des travaux entrepris dans ce sens.

Les COLLABORATIONS EXTERIEURES seront recherchées, comme la Déclaration de Principes le prévoit, et notamment par l'organisation de colloques et le recours à certains organismes universitaires et syndicaux.

3me Objectif : Apprendre à utiliser les moyens nouveaux de diffusion

La parole et l'écrit ne suffisent plus : les procédés audiovisuels, réservés depuis leur origine, pour des raisons techniques, financières ou juridiques, au monopole d'Etat ou aux puissances financières, connaissent une évolution technologique spectaculaire qui transformera bientôt, qui transforme déjà leurs possibilités d'utilisation.

Depuis plusieurs années déjà, le cinéma, aujourd'hui les diapositives et multi-écrans, d'ici peu le magnétoscope, les vidéo-cassettes et les procédés du type EVR, tous ces procédés peuvent et doivent être utilisés pour l'action politique.

Le Parti les utilisera méthodiquement pour la formation de ses militants, se préparant ainsi à les employer ensuite systématiquement pour sa propagande.

4me Objectif : Fixer les responsabilités

Un Secrétaire national à la formation coordonnera les travaux de recherche, séminaires et colloques organisés dans le cadre du Parti ou des organismes associés. Il développera la publication des instruments de réflexion indispensables pour les militants. Il animera l'effort de synthèse et de simplification nécessaire pour mettre au service du Parti les résultats de ces travaux. Surtout, il sera responsable de la formation des militants.

Dans chaque Fédération, un Secrétaire fédéral à la formation devra notamment recenser les besoins et les capacités en matière de formation; il sera chargé d'organiser des stages départementaux et d'assurer une large diffusion aux documents nécessaires à la formation des militants.

Enfin, un rôle essentiel d'animation sera assuré par l'équipe régionale de formation composée des Secrétaires fédéraux à la formation. Il est moins difficile d'obtenir des concours et d'organiser l'effort de formation au niveau régional qu'au niveau départemental. L'équipe régionale aidera les fédérations dans leur action et organisera des stages régionaux.

Une conférence annuelle des Secrétaires fédéraux à la formation assurera l'impulsion et l'unité de l'effort de formation et permettra au Bureau Politique d'en contrôler les résultats.

Un rapport sera fait au prochain Congrès sur les points suivants :

- bilan de l'action menée,
- propositions pour le développement de l'action de formation.

SIGNATURES :

BACHY (Démocratie et Université), BENNA SAYAG (Paris), BORDES (Aisne), CEFÈDE (Yvelines), CHEVENEMENT (Paris), COT (Savoie), DEBONO (H.S.), DURRIEU (Yvelines), DELFAU (Démocratie et Université), HÉLÈNE DELORME (Paris), FUEHER (Seine St-Denis), GUYARD (Paris), JOBERT (Isère), JOXE (Paris), METCHANE (Paris), J.-J. PIETTE (Paris), SANS (J.S.), TADDEI (Somme).

Tout d'abord, il nous apparaît que les modalités de cet accouchement, en dépit ou à cause de toutes les astuces arithmétiques proposées, reviennent à une fusion plus ou moins déguisée, qui dans l'immédiat confirmerait et tranquilliserait les états-majors en place.

Or nous ne croyons pas, et les "inorganisés" non plus, qu'on puisse bâtir du neuf avec de vieux débris.

D'autre part, comment concevoir le recrutement subit de nouveaux adhérents, à un parti qui n'existe pas, dont les objectifs, sans doute généreux, restent fort généraux ?

Et ce, par le travers de formations qui ont depuis longtemps et largement ouvert leurs portes : en vain ! Mais aussi, quels repoussoirs pour anciens ou nouveaux, que tant d'exemples d'opportunisme électoraliste, de sectarisme sclérosé, de verbalisme creux ...

Non, décidément, on n'appâte pas les mouches avec du vinaigre.

C'est pourquoi nous proposons comme nécessaire préalable, le sabotage de la C.I.R., du P.S. et de ses hybrides, tel que le M.D.S. haut-pyrénéen.

Nous proposons que chacun, ancien militant ou néophyte, se retrouve en l'état d'adhérent neuf, dégage de toute appartenance ou emprise, indépendant et libre.

Nous proposons que le choix des délégués au Congrès National se fasse démocratiquement, au mépris de toute pondération ou dosage, souvenirs d'un passé à justement effacer.

En somme, faire table nette et repartir de la base.

C'est à ce prix qu'oseraient s'engager de vrais socialistes, jusqu'ici inquiets et réticents,

des jeunes surtout, désespérés,

et que pourraient REVENIR de vieux Camarades, déçus, amers. Ce serait un afflux de sang neuf dans le vieil appareil, une nouvelle vision des réalités, la perspective de rapports nouveaux avec les autres formations de gauche, rapports sans équivoque, sans ambiguïté, moins épisodiques et plus constructifs,

la perspective de combats qui ne seraient ni masqués ni barouds d'honneur.

ALORS, PEUT-ÊTRE, ICI, AILLEURS, LE SOCIALISME AURA-T-IL SA CHANCE.

D

Motion présentée par la Section de Montmorency du P.S.

Considérant que les statuts régissant les structures et les méthodes du Parti constituent l'un des moyens essentiels permettant, ou non, d'atteindre efficacement des objectifs politiques définis par ailleurs,

considérant ensuite que le présent Congrès d'unité des Socialistes, pour être véritablement celui de cette unité, ne peut faire abstraction de ce que, d'une part, les nouveaux adhérents n'ont pu disposer des mêmes moyens de préparation à ce Congrès que les membres déjà adhérents des autres formations de gauche ici représentées et que, d'autre part, il reste à convaincre de se joindre à nous la majorité socialiste silencieuse qui existe dans le pays, cette dernière ne pouvant être incitée à le faire que si dès maintenant, la nouvelle formation socialiste qui sera créée à ce Congrès lui propose pour ce faire une procédure engageante,

considérant enfin que la période de propagande et de recrutement précédant ce Congrès a été trop brève,

le Congrès décide de constituer une commission provisoire pour l'élaboration de propositions de Statuts régissant les structures et méthodes du futur Parti Socialiste, ces propositions devant être soumises et discutées par les militants à la base pour être enfin votées par un Congrès devant se tenir au plus tard dans les six mois, la vie du Parti entre le présent Congrès et ce futur Congrès des Statuts étant régie par des statuts provisoires adoptés dès maintenant.

C

Motion présentée par la C.I.R. des Hautes Pyrénées

Les Conventionnels des Hautes-Pyrénées se sont réunis le 2 Avril à Tarbes, avec, pour ordre du jour, l'Unité des Socialistes.

Une large majorité s'est prononcée en faveur de l'adhésion à ce grand parti, nouveau et socialiste, qui pourrait enfin naître.

MAIS cette éventuelle adhésion s'assortit de remarques et restrictions unanimement jugées essentielles.

6 Le Congrès, quelle que soit la procédure retenue pour l'élaboration des statuts du futur Parti Socialiste, déclare que seront examinées et soumises aux votes des délégués les propositions suivantes méritant d'être considérées chacune en elle-même, bien que leur ensemble constitue un tout cohérent :

Proposition 1 - Le nombre des membres d'une Section (locale, d'entreprise ou spécifique à tout autre critère) sera limité à 20 pour permettre à chaque membre de pouvoir s'exprimer et empêcher le contrôle, même involontaire, d'une section par un leader .

Proposition 2 - Outre les membres adhérents du Parti, sera prévu le statut de membres sympathisants donnant droit d'entrée et de discussion au sein d'une section, ceci pour éviter la sclérose des réunions de section "entre soi" et assurer la formation politique des futurs militants .

Proposition 3 - Le Congrès étant la seule instance dirigeante du Parti, sa fréquence sera au moins annuelle. Par ailleurs, afin que les militants de base aient réellement la possibilité de s'exprimer en connaissance de cause, la procédure suivante est proposée :

- trois mois avant un Congrès, l'ordre du jour du Congrès est adressé aux Sections par l'intermédiaire des fédérations ;

- deux mois avant le Congrès, les fédérations retournent leurs propositions au Secrétariat National pour diffusion dans tout le Parti ;

- un mois avant le Congrès, une Commission des résolutions établit des propositions de textes de synthèse qui sont adressés aux fédérations, de sorte que les sections puissent porter leur vote soit sur les textes initiaux, soit sur les textes de synthèse ;

- les délégués au congrès sont alors en mesure de voter en fonction des opinions des militants de base, ce qui évite les votes indicatifs bloquant un Congrès ou autorisant des manœuvres non démocratiques .

Proposition 4 - De même que le statut de membre sympathisant constitue une structure d'accueil au niveau des sections, de même doivent être prévues au niveau des fédérations et des instances nationales, des structures d'accueil, permanentes ou créées lors d'une occasion particulière, permettant le travail en commun du Parti et d'autres groupes politiques, syndicaux ou culturels, à objectifs communs.

Proposition 5 - Tout membre responsable du Parti ne peut cumuler les mandats .

Proposition 6 - Tout membre responsable du Parti ne peut occuper plus de deux fois consécutives un poste électif.

Proposition 7 - Une école des cadres du Parti, institution essentielle, et donc dotée d'un budget correspondant sérieux, assurera la formation des militants et, tout particulièrement, de ceux issus de milieux ne leur ayant par permis précédemment d'acquiescer celle-ci .

Proposition 8 - Un service central de recherche et de documentation, essentiel pour pouvoir faire en temps réel une analyse objective des faits, situations et problèmes réels sur lesquels on veut agir, sera organisé conformément aux méthodes modernes actuellement disponibles dans ce domaine .

Proposition 9 - L'information dans le Parti sera assurée à tous les niveaux au moyen de canaux d'information animés par des militants dont ce sera la fonction exclusive, pour éviter le blocage, ou la distorsion de l'information descendante ou montante par un responsable quelconque dont les vues personnelles ne seraient pas en accord avec l'information à transmettre .

Proposition 10 - Le Parti, qui attache à juste titre dans le domaine économique une importance essentielle au Plan, s'appliquera à lui-même une telle méthode de gestion c'est-à-dire que, à tous les niveaux (Congrès National, Congrès Fédéral, Sections), et pour tous les domaines d'activité du Parti, seront clairement définis :

E Motion présentée par Michel PETIT (Hauts de Seine)

Michel PETIT demande que les statuts prévoient :

- Une structure régionale

- L'obligation pour la moitié des membres du Comité Directeur et des candidats présentés par chaque Fédération aux élections politiques d'avoirs moins de 45 ans le jour de l'élection.

- La permanence des candidatures aux élections politiques à l'exception des élections municipales.

- Le renforcement des moyens d'expression de toutes les opinions de ses membres dans la Presse du Parti et en même temps des obligations de discipline lorsque la décision est prise .

Michel PETIT demande que le Congrès d'Unification à Epinay adopte les orientations suivantes :

Le nouveau Parti Socialiste

- décide d'aboutir aux objectifs définis dans ses statuts en renforçant l'unité de la gauche par des actions communes à la base et par la recherche d'un programme de gouvernement commun avec les autres partis .

- demande la construction d'une Europe dotée de structures socialistes.

- décide la construction d'une Commission de l'Entreprise chargée de proposer au prochain congrès des solutions pratiques d'une organisation socialiste de la production afin que la direction des entreprises ne dépende pas uniquement de la possession de capitaux .

demande aux Etats-Unis de cesser une guerre au Vietnam dont les horreurs, les drames et les destructions ne peuvent pas servir ses intérêts et encore moins son idéologie .

F Motion présentée par la Section de Metz du P.S.

Le Parti Socialiste que nous voulons créer devant être un parti de masse et d'action, menant en permanence la lutte pour le socialisme, l'organe directeur qui sera élu au Congrès de l'Unité Socialiste aura pour première tâche de diffuser au maximum les thèses adoptées au Congrès afin que tous les socialistes encore inorganisés puissent se déterminer en toute connaissance de cause sur leur venue au Parti

Etant également évident qu'un Parti de masse et d'action doit posséder un organe de presse faisant connaître ses positions et donnant aux socialistes les informations nécessaires à leur formation politique, le nouveau parti devra posséder un journal hebdomadaire, sinon quotidien .

Les excuses d'ordre matériel sont d'un bien faible poids quand on sait que le plus petit groupuscule gauchiste possède son journal .

Motion présentée par les Fédérations de l'Ille et Vilaine, des Côtes du Nord, du Morbihan et du Finistère du P.S.

G

Exposé des Motifs

Les problèmes économiques et sociaux, les problèmes d'investissements, de planification, dépassent aujourd'hui le cadre du département et se posent dans celui de la région. La régionalisation doit devenir un grand thème de lutte du parti socialiste.

Comme l'ont déjà fait d'autres organisations politiques et syndicales, il est nécessaire d'adapter la structure du parti socialiste à la réalité régionale, tout en maintenant l'organisation départementale classique pour les problèmes purement politiques (stratégie et tactique, candidatures, etc...). Afin de tenir compte de situations diverses une grande souplesse présidera à cette organisation régionale, statutairement chaque région devant seulement désigner un délégué au Comité Directeur, étudier les problèmes économiques et compléter la formation des cadres. D'autre part, les Congrès devant être une occasion pour les délégués départementaux de la même région de mieux se connaître, on substituera au classement des délégués départementaux par ordre alphabétique, un regroupement des départements par région.

La représentation de chaque région au Comité Directeur permettra à ce dernier de mieux connaître les problèmes intéressant l'ensemble du pays. Inversement, dans les régions où le Parti Socialiste est actuellement mal représenté, il renforcera son dynamisme lorsqu'un délégué régional pourra tenir au courant les Fédérations départementales des travaux du Comité Directeur et présenter à ce dernier le point de vue de sa région.

L'introduction de cette structure régionale nécessite des modifications des articles 11 et 37 des Statuts qui seraient remplacés par les articles suivants :

Art. 11 .- Les sections se constituent dans chaque département en une Fédération unique ayant son administration fédérale. Dans chaque région, les Fédérations départementales constituent une Fédération régionale qui étudie spécialement les problèmes économiques et sociaux de la région et complète la formation des cadres. Elle élit avant chaque congrès national un délégué de la région au Comité Directeur.

Lors des Congrès, les représentants départementaux seront regroupés par Fédérations régionales.

Art. 37 .- Le Comité Directeur est composé de 66 membres dont 22 sont élus par les Fédérations régionales 44 étant élus par les délégués des Fédérations départementales au Congrès National tous les deux ans et de deux représentants avec voix consultative pour chacun des organismes prévus aux articles 22, 23, 24, 25.

H

Motion présentée par la Section Gaz de France de la C.I.R.

Les militants de la Section d'Entreprise de la C.I.R. sont représentatifs des grands courants syndicaux et défendent sans réserve l'esprit du socialisme tel que défini par le "contrat socialiste" de la C.I.R. et le "plan d'action socialiste" du Parti Socialiste.

C'est pourquoi quatre d'entre eux qui militent à la CGT à la CFDT, à F.O. ainsi qu'à L'U.N.C.M., proposent à la discussion du Congrès le texte suivant, adopté par l'ensemble de la Section du Gaz de France.

Une des tâches du nouveau parti socialiste sera de promouvoir la réflexion et l'action politiques dans chaque entreprise.

Non dans le but de s'immiscer dans les affaires qui concernent le syndicalisme et pour lesquelles celui-ci sait prendre ses responsabilités, mais pour donner une dimension nouvelle et fondamentale à la notion de recherche et d'action politique dans l'entreprise.

La défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs repose sur des bases revendicatives que le syndicalisme doit développer, coordonner et gérer à tous les niveaux d'action. Il appartient cependant au fait politique de donner l'éclairage qu'il convient à l'action syndicale et à la replacer dans le contexte politique et économique du moment.

C'est ainsi que le processus de privatisation des secteurs publics les plus rentables, lequel se heurte au syndicalisme au coup par coup, devra recevoir une réplique globale de la part du nouveau parti socialiste, sous la forme par exemple d'une conférence nationale des Sections d'Entreprise des Etablissements concernés.

Par ailleurs, il faut bien se dire que le socialisme ne sera crédible dans les masses que si un travail de formation et d'information est fait sur le lieu de travail sur des sujets aussi difficiles que ceux de : Planification, Marché, Autogestion, Cogestion, Accès à la décision, Décentralisation etc... Dans ce domaine, la Section d'Entreprise reste l'outil privilégié permettant de vulgariser des notions abstraites pour l'instant, mais combien fondamentales.

Sur un autre plan, celui de l'unité de la Gauche, c'est encore dans l'Entreprise que peut se faire l'apprentissage du travail en commun avec les militants de base du parti communiste qui, à l'image de ceux des autres formations politiques, sont parfois moins unitaires dans la pratique quotidienne qu'on veut bien le dire dans les Etats-Majors.

Par leur nombre, leur dynamisme, les Sections d'Entreprise socialistes seront des appoints décisifs à la construction de la Société socialiste, tant par les courants d'opinion qu'elles structureront et engageront dans l'activité militante que par la responsabilité essentielle qui restera la leur à chaque stade de la mise en place de structures nouvelles et de rapports nouveaux.

Aussi le Congrès d'Unification des Socialistes décidera-t-il :

- 1) d'affirmer la présence socialiste dans chaque entreprise,
- 2) de désigner au sein des organismes dirigeants du Parti Socialiste un collectif spécifiquement responsable de la vie des sections d'entreprise, en liaison avec les Fédérations départementales,
- 3) d'adapter les statuts du Parti Socialiste en conséquence.

Roland MONNET, Membre du Bureau Politique National de la Convention des Institutions Républicaines.

Pierre DEHARBE
Yves GROS
André POHIER.

Pour un puissant mouvement de la Jeunesse Socialiste

(Modification des articles 22 et 23 des Statuts)

Instrument d'action et de recrutement chargé d'appliquer la politique du Parti, Le Mouvement de la Jeunesse Socialiste implante et affermit constamment la présence des idées socialistes parmi la jeunesse.

Organisme de jeunesse du Parti, il assure l'accueil et la formation politique des nouveaux adhérents et sympathisants.

Le Mouvement regroupe :

- a/ tous les Membres du Parti, travailleurs manuels et intellectuels sans aucune distinction, âgés de 16 à 30 ans.
- b/ dans les mêmes conditions tous les jeunes sympathisants. Ceux-ci participent de plein droit à la vie du Mouvement.

Des structures plus spécialisées peuvent se constituer au sein du Mouvement de la Jeunesse Socialiste (étudiants, lycéens...). Elle élisent leurs propres responsables dont le secrétaire siège au bureau national du Mouvement de la Jeunesse Socialiste.

Les modalités exactes de fonctionnement sont fixées par les statuts du Mouvement.

Le Mouvement de la Jeunesse Socialiste détermine, en accord avec le Parti, l'orientation et les lignes directrices de son action. Il est représenté avec voix consultative dans les différents organismes du Parti.

La Section Universitaire de Marseille.

Motion présentée par Gérard VINCENT (Haute Vienne)

Le Socialisme doit être une attitude de l'esprit et un élan du cœur amenant chaque individu à considérer que l'égalité est un droit, que la liberté est un dû et que la fraternité est un devoir. Le seul but du socialisme doit être le bonheur de l'individu.

Par vocation le parti socialiste est un parti révolutionnaire, mais il ne peut l'être vraiment que s'il amène l'homme à faire sa propre révolution pour être socialiste, la doctrine, les structures du parti et plus tard la société socialiste n'étant là que pour l'aider à trouver en fonction de ses qualités morales, intellectuelles et physiques son plein épanouissement.

Pour qu'une telle révolution soit possible il faut que la doctrine socialiste repose sur certaines bases, que nous allons définir, mais elle doit aussi être fonction du lieu où elle s'applique, du développement scientifique et industriel du pays où elle veut s'implanter, du peuple enfin à qui elle veut s'adresser et sur lequel elle doit s'appuyer; surtout cette doctrine ne doit pas rester figée, statique, elle doit en permanence évoluer, faisant une place majeure à l'imagination, aux possibilités de création de l'individu, sans se perdre dans le traditionalisme et les références continues au passé.

Pour qu'une telle révolution enfin soit possible il faut que le nouveau parti socialiste soit complètement différent de ce qu'il était. Il doit certes devenir le moteur indispensable à l'élaboration du socialisme, mais il doit avoir en lui-même toutes les structures propres à être le pouvoir pour le jour où l'opposition aura renversé l'actuel majorité, car à quoi serviraient des hommes, même socialistes, installés dans les propres structures de la Vème République.

Dans un premier temps nous voudrions insister sur quelques idées, que nous estimons indispensables à la doctrine socialiste, et dans un deuxième temps proposer des structures nouvelles pour le nouveau parti socialiste.

A) Bases indispensables à la Doctrine Socialiste.

Ces bases reconnaissent aujourd'hui un certain nombre d'impératifs, qui en dehors ou non de leur originalité propre, doivent attirer ceux qui sont vraiment socialistes et éliminer, du moins pour le moment, ceux qui ne le sont pas, espérant qu'un jour ces bases doctrinales auront sur eux un rôle attractif dominant.

1) Le droit à l'égalité est la première de ces bases. Il ne doit pas viser à uniformiser tous les individus pour faire un monde ou de génies ou de minables, mais à les rendre égaux tout en leur conservant leur personnalité. Pour ce là il faut exiger l'égalité sur différents plans.

a) l'égalité à la conception peut être la première égalité. Elle est capitale, car elle conditionne probablement toutes les autres. Pour être obtenue il faut que la femme puisse concevoir quand elle le veut. Plus d'un enfant sur deux est conscient ou non rejeté dès sa conception. Par contre un enfant désiré trouvera sûrement les conditions affectives et psychologiques propres au développement harmonieux de ses qualités. Il faut donc défendre ce droit de la femme à l'enfantement voulu en acceptant le principe de l'anticonception et de l'avortement thérapeutique, en ré-

clamant un budget spécial pour le développement de la recherche scientifique dans le domaine de l'anticonception, enfin en demandant l'institution de cours d'éducation sexuelle aussi bien pour enfants que pour adultes, dont les modalités d'application sont d'ailleurs à définir.

b) le droit à l'égalité passe sûrement ensuite par le droit à l'instruction, c'est-à-dire le droit de pouvoir bénéficier du développement de ses propres qualités intellectuelles. Le but de l'éducation n'étant pas d'apprendre mais de développer, l'enfant ne peut avoir à choisir s'il doit ou non bénéficier de cette éducation, car il ne saurait faire un tel choix. Il faut donc lui proposer toutes les activités intellectuelles possibles dans le cadre d'une école laïque, démocratique, nationalisée pour qu'il soit secondairement capable d'orienter lui-même ses connaissances en fonction de ses penchants et surtout de continuer à les développer, car il ne sert à rien d'envoyer un enfant à l'école jusqu'à 16 ans, si c'est pour que tout ce qu'il a appris soit dix ans plus tard ou oublié ou non développé. Cette prolongation et ce développement de l'état culturel d'un individu à l'âge adulte doivent donc être défendus par les socialistes.

c) l'égalité matérielle requiert pour être obtenue différentes évidences, qui ne sont pourtant jamais entrées dans les faits malgré l'amélioration sensible du niveau de vie. Ces évidences, qui font grincer les dents sont pourtant à dire et devraient faire partie de la doctrine socialiste.

Ce sont :

- la suppression de l'héritage, surtout en ce qui concerne les biens immobiliers et les biens de production.

- la suppression de la notion de profit, qui ne sera possible et en laquelle les travailleurs ne croiront que si le salaire est indépendant de la qualité de la profession, mais dépend bien plutôt de la durée du travail effectué et de la qualité du travail fait, car une société pour être efficace a besoin de tous les types de professions et elle le sera d'autant plus que ce travail sera mieux fait.

- la reconnaissance enfin effective que les ressources d'un pays doivent être partagées le plus équitablement possible, ce qui fait pour commencer que l'augmentation des salaires doit s'effectuer selon un pourcentage inversement proportionnel à l'importance du salaire.

Or malgré tout il ne faut pas oublier que cette amélioration matérielle en France a été nette, bien qu'encore insuffisante, mais qu'elle s'est faite en multipliant beaucoup plus les lois sur la protection de l'individu, qui pour cette raison est devenu timoré, irresponsable, non concerné plutôt qu'en répartissant les biens obtenus par le rendement du travail, ce qui aurait nécessité la participation active de tout travailleur et de faire appel à son sens des responsabilités. L'égalité matérielle passe donc par l'élaboration d'un système de travail complètement différent et par la notion qu'un travailleur, quel qu'il soit et quoi qu'il fasse, est propriétaire de ses moyens de travail et il l'est tant qu'il s'en sert pour travailler. Quand il le quitte il n'a pas à en tirer de profit, puisque ce bien de production doit appartenir à tous.

L'égalité matérielle enfin, passant par cette notion nouvelle du travail, nécessite que ce travail s'effectue dans des conditions aussi agréables et aussi saines que possible, ce qui est loin d'être le cas actuellement.

d) nous demandons pour terminer que la dernière égalité à obtenir soit le droit à l'habitation, c'est-à-dire le droit pour chacun d'avoir un lieu de repos et de détente où il soit à l'aise et heureux. Ce lieu doit être fonction de ce que chacun en attend. Il doit de ce fait être conçu par des artistes - et nous pensons là à la nécessité de revaloriser la vraie fonction de l'architecte, qui a oublié qu'avant tout il était artiste - en collaboration avec le ou les futurs habitants, il doit être conçu en dehors de toutes idées de spéculation foncière, il réclame donc la nationalisation de la construction et de l'immobilier.

Si ces différents droits étaient effectivement obtenus alors l'égalité deviendrait possible. L'individu désiré, instruit, développé harmonieusement sur le plan affectif et psychologique, travaillant de bon gré dans une atmosphère détendue et saine avec un sens aigu de ses responsabilités, vivant dans un cadre agréable, un tel individu pourrait alors continuer à s'enrichir sur le plan personnel, chercher à perfectionner ce qui l'intéresse, trouver en lui ce qui peut le rendre heureux, car le bonheur est en chacun et ne peut venir de l'extérieur, qui simplement peut le conditionner ou le favoriser. Un tel individu pourrait alors simplement profiter des lois sociales sans en abuser.

Ainsi le droit à la santé, que nous n'avons pas développé et qui est capital, doit bien sûr être maintenu et amélioré, mais il sera facile d'en résoudre les applications pratiques car de très nombreux malades le sont du fait des conditions affectives dans lesquelles ils sont élevés, de l'ignorance dans laquelle ils se trouvent, des conditions de travail ou d'habitation qui sont les leurs, du dégoût de la vie auquel ils en sont arrivés. Leur développement affectif et intellectuel est resté infantile et volontairement il est entretenu à ce stade.

De même l'égalité devant la justice devient une évidence à partir du moment où chacun se sent l'égal de l'autre et l'est effectivement. Or plus les inégalités deviennent importantes et plus les codes de droit deviennent nombreux. Plus les barrières sociales deviennent solides et plus la justice devient fragile. Le socialisme doit réclamer une justice égale pour tous, mais cette égalité passe d'abord par l'accomplissement des autres égalités. Il en est enfin de même pour les loisirs : il ne sert à rien de les organiser puisque le monde auquel ils s'adressent n'est pas réceptif et qu'il n'est pas possible d'être heureux sur commande. La joie ne s'impose pas, elle doit venir du cœur et de l'esprit des hommes. De même la culture, ça ne s'impose pas, ça s'invente.

Et pour terminer nous en arrivons bien à la notion que la seule barrière sociale vraie est justement la barrière culturelle. On a rendu l'école obligatoire, on a fait des lois protégeant en principe les plus faibles, mais on s'est arrangé pour que tout cela reste sans conséquence pour la classe possédante. De quoi effectivement se plaindrait-on puisqu'on est surprotégé ? Eh bien de ce privilège particulièrement injuste que seule une minorité, appartenant en grande partie à la classe possédante, peut continuer à assumer son propre développement à l'âge adulte parce que toutes les conditions de sa vie physique, morale, intellectuelle, affective, matérielle sont favorables à la réalisation de cet épanouissement. Cela n'est plus supportable et en défendant donc les principes du droit à l'égalité nous défendons bien ce qui est essentiel et nous affirmons bien où se trouve la barrière à abattre.

2) La liberté est un dû. C'est une évidence et pourtant la liberté est certainement à l'heure actuelle la chose du monde la moins partagée. L'oppression est partout et nous sommes toujours, même dans la vie courante, l'oppressé ou l'opprimé de quelqu'un. De plus nous ne pensons et n'agissons très souvent qu'en fonction d'impératifs liés au passé, de tabous sans intérêt pratique, d'habitudes néfastes le plus souvent à notre progrès. Les idéologies pour s'implanter emploient des méthodes dictatoriales, ou exercent une censure qui corrompt toutes les sources d'informations, ou même utilisent la force armée, ce qui est encore plus expéditif. Le socialisme doit défendre la liberté, mais il doit le faire en réclamant la libération de l'individu de tous les tabous et habitudes passésistes, en lui faisant remettre en question sa façon de penser et d'agir, en l'aider à se débarrasser de son autoritarisme naturel, en lui montrant qu'il ne sera libre que le jour où il respectera lui-même et très profondément tout individu quelle que soit sa couleur de peau, son sexe, ses croyances philosophiques ou religieuses et enfin en lui offrant toutes les sources possibles d'information, c'est-à-dire d'éducation ou de culture, parmi lesquelles il pourra choisir celles qui lui paraissent les plus propres à l'aider à s'épanouir. La liberté pour être obtenue passe d'abord par la libération de l'homme, par le respect de toutes les opinions et croyances, par l'abolition de la censure.

3) La fraternité enfin est un devoir. Il est impossible de la considérer autrement. Le socialisme peut assurer le droit à l'égalité, donner la liberté, mais la fraternité, elle, fait appel aux qualités les plus nobles du cœur de l'homme. Or comment toucher ce cœur quand le monde, fait d'égoïsmes mis côte à côte, est sur le point de s'entredéchirer, quand ces qualités sont en permanence étouffées pour éviter le raz de marée qu'elles entraîneraient si elles pouvaient enfin se manifester. Sans fraternité le socialisme n'existera jamais. On ne peut donc qu'espérer et malgré tout faire appel à chaque être pour qu'il le comprenne. La fraternité c'est le respect de chacun par chacun, c'est le désir d'être en droit l'égal de tous, c'est donc le désir de lutter pour soi et en même temps pour tous.

Le respect de l'Autre, de sa vie affective, de sa vie matérielle, de sa vie physique, c'est en fait la lutte pour la Paix et l'Internationalisme.

Il ne suffit pas de le dire, il faut agir et les dirigeants socialistes devraient en permanence matérialiser ce désir de paix en faisant des propositions efficaces sur tous les problèmes de guerre, sur tous les endroits de la

terre où la discorde règne, devraient se déplacer pour juger des situations et peut-être même, pourquoi pas, prendre part à l'élaboration des solutions. L'Atlantisme, l'Europe, où tous les Pactes actuels ne servent à rien s'ils ne sont pas considérés comme un début à l'élaboration d'un règlement mondial des problèmes majeurs, tous les accords bilatéraux doivent être donc proscrits de la part des socialistes, tous les règlements multilatéraux sont valables, le socialisme en France doit être l'un des points de départ du Socialisme Mondial. Il faut proposer la suppression du Ministère des Affaires Étrangères et la création d'un Ministère des Relations Humaines. Il faut redonner vie à la Déclaration des Droits de l'Homme et faire en sorte que l'ONU devienne une amorce de gouvernement mondial.

B) Propositions de structures nouvelles pour le Parti Socialiste.

Pour réaliser les ambitions d'une telle doctrine, il faut concevoir pour le nouveau parti socialiste (N.P.S.) des structures très solides, mais dont les assises soient très étendues et dont le fonctionnement soit très souple.

Ces structures de toute façon ne seront que ce que les hommes voudront bien en faire et leur solidité ne dépendra que de la force de la doctrine.

1) Organisation du NPS à la base.

Ce NPS doit être conçu de façon moderne, démocratique, sans référence à ce qu'il fut. Ce qui reste de l'ancienne S.F.I.O. n'est ni attirant, ni convaincant.

a) Il faut certes qu'à ce NPS adhère le maximum de jeunes, seule garantie pour avoir un parti actif, mais ce n'est pas suffisant. Il faut que tous ceux qui se sentent attirés par le socialisme puissent non seulement être représentés, mais également puissent venir s'exprimer, même s'ils ne sont pas inscrits. La vie du parti à la base peut être active si nous jouons l'ouverture en désirant la venue de tous ceux que notre doctrine attire mais qui pour des raisons personnelles n'osent adhérer. Une action toute particulière doit être menée vers les Associations et d'une façon générale vers tous les organismes socio-professionnels. L'animation du quartier, du canton ou du département dépendra de l'activité déployée par les unités de base du parti. Une telle animation repolitisera la France et c'est ce qu'il faut obtenir, car le but de l'UDR fut de défendre l'apolitisme, et elle y a réussi. Ainsi son action n'est pas gênée, le Français est devenu indifférent, inerte et subit tranquillement, perdu dans ses options puisqu'elles sont vagues et floues. Il faut que le NPS l'oblige à se reconnaître et ensuite à choisir.

Nous proposons même d'étendre cette action des sympathisants en leur demandant, pour des problèmes intéressants directement la vie du quartier ou même sur des problèmes d'intérêt général, de prendre part à des votes. En effet il ne nous paraît pas suffisant de demander à ces sympathisants de bien voter lors d'élections législatives, municipales ou présidentielles, il faut leur offrir d'autres possibilités de participation à la vie du parti et à l'élaboration du socialisme. D'ailleurs, il est probable que le nombre d'inscrits, si l'activité à la base est grande, ira en croissant, alors que c'est l'inverse qui se produira si le parti à nouveau s'enferme sur lui-même. Sans souffle nouveau, sans apport extérieur d'idées neuves et originales, sans la participation active de ses sympathisants, les inscrits se scléroseront tout doucement et le parti une fois de plus agonisera, mais à force d'agoniser il risque d'en mourir.

b) De même le parti ne doit plus, comme le permettaient les structures qu'il avait, être l'instrument favorisant le jeu électoral de quelques heureux élus. C'est pour cela que nous réclamons la rotation fréquente des dirigeants à tous les échelons et la nécessité d'élire ces dirigeants par un vote secret.

c) Nous souhaitons également voir s'instituer à la base la collégialité, qui seule peut garantir l'application des décisions prises à la base.

d) Nous réclamons une certaine autonomie pour tous les problèmes locaux, dans les décisions à prendre, sans avoir à en référer à des autorités supérieures.

e) Nous souhaitons que les décisions prises par la base et garanties par le Collège Socialiste local aient des applications pratiques. Cela pour nous veut dire que nous souhaitons que dans les Municipalités Socialistes s'installe une unité d'action entre les Elus Municipaux et les mem-

bres du parti socialiste. En dehors des avantages actuels, que nous pouvons en tirer, nous y voyons l'organisation future de la Société Socialiste où les Municipalités seront l'intermédiaire indispensable entre la population et les dirigeants nationaux. Or si le Parti Socialiste ne peut avoir d'influence à l'échelon parlementaire actuellement, il n'est pas de même à l'échelon local puisque les Municipalités Socialistes sont nombreuses. C'est de cette manière que le NPS peut déjà avoir les structures propres à être le pouvoir.

f) Nous souhaitons enfin que la population soit mieux informée de l'action du parti en utilisant la presse le journal du parti, en multipliant les rapports directs avec les organismes socio-professionnels. Le Parti doit ainsi devenir l'élément dominant de l'animation du village, du quartier, de la ville, en servant d'intermédiaire entre la population et la Municipalité, en remplissant au mieux son rôle d'informateur, en garantissant que les décisions prises par les pouvoirs publics, surtout dans les Municipalités socialistes, sont bien conformes aux désirs de la majorité des habitants.

En définitive, pour l'organisation du NPS à la base nous proposons :

- la multiplication et l'ouverture des sections
- la nécessité de faire participer à la vie des sections les sympathisants en leur donnant le droit à la parole mais également le droit de voter pour des problèmes locaux.
- la création de collèges socialistes locaux à la tête de ces sections, élus par vote à bulletin secret et changent par moitié tous les deux ans.
- l'organisation d'un système d'information très développé permettant à chacun d'être au courant de l'activité déployée.
- la coordination efficace de l'action entre la base et les municipalités déjà socialistes.

2) Organisation du NPS à l'échelon national.

Tout le reste de l'appareil du parti, c'est-à-dire sa représentation nationale n'existera qu'en fonction de la vie donnée à la base, car nous partons du principe que les dirigeants du NPS ne peuvent être que les exécutants des désirs de leurs électeurs, tout en étant les garants de l'idéologie adoptée, tout en coordonnant les différentes options de la base, tout en proposant des solutions de remplacement à tous les problèmes nationaux actuels, tout en faisant connaître leurs propositions de solutions par tous les moyens dont ils peuvent disposer, tout en faisant évoluer enfin la doctrine socialiste. Leur pouvoir de décision doit être fonction de l'acceptation par la base. Le NPS doit absolument éviter de tomber dans le piège du centralisme bureaucratique.

Nous proposons dès lors que chaque département soit représenté par 1 ou 2 personnes selon l'importance des inscrits, élus par un vote à bulletin secret et pour une durée limitée.

Ces 120 ou 130 élus formeraient l'Assemblée Socialiste et seraient l'instance suprême du parti. Cette Assemblée d'élus socialistes pourrait être divisée en 10 commissions, ayant chacune une fonction bien déterminée :

Economie et Finances - Information - Enseignement - Idéologie Socialiste - Coordination entre la base et les différentes commissions - Travail et Santé - Urbanisme - Relations Humaines - Arts et Fêtes - Justice.

Cette Assemblée, qui aurait essentiellement un rôle d'études et qui ne pourrait que proposer, confierait l'exécution de ses décisions au Collège Socialiste Supérieur, formé de membres élus par cette Assemblée, renouvelables par 1/2 tous les deux ans et dont le chiffre est à déterminer. Ces personnalités choisies pour leur grande compétence, leur dévouement à la cause socialiste, seraient connues dès lors du grand public et leur action décidée par la base puis par l'Assemblée Socialiste, ouverte vers tous les peuples, aurait une portée très grande et permettrait sûrement un jour au Socialisme d'être vainqueur.

Par cette motion nous avons voulu montrer :

- Comment il était possible de clarifier la situation politique française en obligeant chacun à se définir et à choisir.
- Comment le nouveau parti socialiste peut devenir fort et donc majoritaire.

Nous avons également voulu définir ce que nous entendions par Socialisme, doctrine qui ne peut être le replâtrage du système socio-économique actuel.

Enfin, si nous avons fait ce travail, c'est pour bien montrer l'immense espoir qu'ont fait naître la Délégation Nationale et le futur congrès d'unification des socialistes mais en même temps pour bien définir les concessions auxquelles nous n'irons pas pour adhérer au NPS.

Dr. VINCENT Gérard
87 - LIMOGES

(délégué des non-inscrits de la Haute-Vienne)

K

Orientations fondamentales et organisation du nouveau Parti socialiste

1 - Le Parti Socialiste constate l'incapacité fondamentale du néo-capitalisme à résoudre les problèmes de la société industrielle et à répondre aux aspirations de nos contemporains à plus de justice et de responsabilité: aggravation des conditions de travail et de transport des travailleurs, mise du cadre de vie, extension de la loi du profit à de nouveaux "biens de consommation" (loisir, santé, logement), aliénation d'un modèle de consommation imposé par la classe dominante, inadaptation, privatisation et non-démocratie du système de formation, etc ...

2 - La stratégie du Parti socialiste consiste notamment à révéler le lien entre le système néo-capitaliste et les injustices et irrationalités de la vie quotidienne, à travers les luttes sociales dans l'entreprise, le cadre de vie, l'école et l'université, les loisirs et la culture, etc ...

3 - Le Parti Socialiste croit que seule une voie socialiste, le modèle du socialisme français n'étant pas dogmatiquement figé, peut contribuer à résoudre les problèmes de notre civilisation, tout en sachant que la réforme des structures suppose également l'évolution des mentalités.

Cette voie socialiste est caractérisée :

- par une société qui prend en main collectivement son destin et rationalise le changement en tentant de répondre aux exigences de la liberté et de la justice.
- par une redistribution des revenus au profit des plus défavorisés.
- par une redistribution du pouvoir rendant chaque citoyen plus responsable des cellules de la vie sociale auxquelles il appartient et de la société tout entière.
- par une politique internationale fondée sur la lutte contre l'impérialisme, la construction d'une Europe socialiste et l'établissement de rapports de justice et de solidarité avec les peuples en voie de développement.

4 - Au niveau des moyens, le parti socialiste préconise :

- a) la prédominance du secteur public sur le secteur privé
- b) la planification démocratique
- c) la recherche de formules d'autogestion dans tous les secteurs de la vie sociale (la première étape serait le contrôle ouvrier au niveau des entreprises)
- d) une réforme fondamentale du contenu et des méthodes de l'enseignement de l'éducation permanente et leur démocratisation.

5 - Le Parti Socialiste appuiera sa stratégie sur la classe formée par la grande majorité des salariés: classe ouvrière traditionnelle, mais aussi couches sociales nouvelles (employés, techniciens, cadres moyens, enseignants, chercheurs, etc...) qui ressentent tout le poids de leur aliénation dans l'entreprise, dans leur cadre de vie, dans la société de consommation et dans le système d'éducation.

6 - Sans renier la voie électorale, le parti socialiste attachera la plus grande importance, dans sa stratégie de la prise du pouvoir, à la politisation des luttes sociales.

- Le Parti Socialiste s'efforcera à la fois :

- de faire l'union de la gauche sur des bases clairement révolutionnaires et socialistes
- de réussir l'alliance avec le PC grâce à l'appui des forces populaires.
- de tenir compte des aspirations et du nouveau style de militantisme des forces vives (syndicats, associations familiales et socio-culturelles, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, comités d'usagers, etc) qui sont engagés de fait dans le combat socialiste.
- de s'engager dans des actions de masse concertées avec toutes les organisations socialistes et révolutionnaires.
- le style d'action du nouveau parti devra en faire un parti de masse capable d'attirer l'adhésion de nombreux militants engagés dans les luttes sociales, et ses structures devront permettre à ces militants de contrôler réellement la marche de l'organisation.

a - LA REORGANISATION DU PARTI

Celle-ci suppose :

- la direction collégiale
- la participation statutaire de femmes et de jeunes de moins de 30 ans dans tous les organismes directeurs.
- le non-cumul des fonctions administratives au sein du Parti et des fonctions électives.
- le mandat à durée déterminée avec non éligibilité au même poste (fonctions administratives).
- l'élection par les secteurs de tous les candidats à des fonctions électives politiques.

b - LE FEDERALISME

Celui-ci suppose :

- la suppression des organisations départementales remplacées par des organisations régionales, sur la base des régions programme actuelles ou du futur regroupement des régions.
- la collégialité de la direction régionale, avec participation des élus de la région à titre consultatif seulement.

c - LA RECONNAISSANCE DES TENDANCES

Celle-ci suppose :

- la représentation à tous les échelons de direction des tendances minoritaires représentant un courant spécifique au sein du parti. Et pour ce faire :
- l'appel le plus fréquent possible au suffrage universel des militants.

d - L'OUVERTURE AUX COURANTS SOCIALISTES

EXTERIEURS AU PARTI

Celle-ci est possible :

- soit par adhésion pure et simple de groupes organisés, en tant que tels,
- soit par conclusion de contrats d'association portant sur des actions ou recherches spécifiques et limitées.

Elle suppose la participation de ces co-contractants aux instances directrices, à tous les échelons en qualité de membres consultatifs.

Si la création de groupes d'entreprises paraît souhaitable, l'accent devra être mis sur une recherche poussée de contrats d'association à tous les échelons avec les sections syndicales, ouvrières ou universitaires, et autres associations socio-culturelles, familiales, éducatives, etc... : le parti doit être la conjonction et la représentation politique de l'ensemble des forces vives, locales, régionales et nationales du pays.

e - LA FORMATION PERMANENTE DES MILITANTS

Celle-ci suppose la création d' "Ecoles du Parti" joignant la recherche à la formation théorique et pratique et ceci à tous les niveaux.

f - LA PRESSE

Ceci suppose :

- la création d'un mensuel assurant la diffusion des recherches et études des centres de formation permanente, auprès

des militants.

- la création d'un hebdomadaire d'informations générales analysées dans une optique socialiste,
- la création d'une maison d'édition assurant la publication et la diffusion d'une véritable collection "politique"
- la création d'une agence de propagande utilisant toutes les ressources modernes des moyens de masse.
- la création avec les partis socialistes étrangers d'une véritable agence de presse socialiste internationale.

g - LES RELATIONS INTERNATIONALES

Celles-ci seront fondées sur des recherches et des actions communes avec les différents partis socialistes :

- A l'échelon européen, pour une Europe des travailleurs et contre l'Europe du capitalisme international.
- A l'échelon mondial, afin d'intégrer de façon prioritaire les problèmes du sous-développement à toute action nationale ou internationale (notamment dans le cadre des Plans et des organismes internationaux).

Motion présentée par :

Thérèse et Robert AURIEL - Maurice BUTTIN - Christian BEGIN Marcelle et Guy BOUDON - Bernard CHEVALIER - Henri GLASER - Bernadette de LEOBARDY - Jean OFFREDO - Christian PIERRET - Maurice SZIGETI.

L

Pour le Socialisme, un Parti uni et puissant

I

Que le congrès de l'unité donne naissance à un grand parti, héritier des traditions et des combats du socialisme et porteur de l'espérance des masses en lutte contre toutes les formes d'oppression inhérentes à la société capitaliste voilà notre objectif. Tous ceux qui se reconnaissent dans le socialisme, quel que soit le courant de pensée auquel ils appartiennent, ont leur place dans ce parti, dès lors qu'ils acceptent sa charte et respectent ses statuts. Sous ce double engagement ils y trouveront les garanties qu'ils sont en droit d'attendre d'une organisation démocratique quant à leur liberté d'initiative et d'expression.

S'ils ont la conviction que le socialisme est seul à concevoir un projet cohérent capable de dépasser les contradictions permanentes et de réduire jusqu'à les faire disparaître les inégalités grandissantes engendrées par le système capitaliste, ils comprendront aussi que le seul moyen de parvenir à cette fin est d'unir leurs efforts dans un seul parti qui se proposera

- de parfaire l'unité des socialistes
- de créer un front démocrate et socialiste
- d'inscrire son action et ses recherches dans le cadre de l'union de la gauche

et affirmera par-là même sa vocation majoritaire.

Le congrès de juin 1971 marque un point de départ, non un aboutissement. Des socialistes organisés ou non continueront de s'interroger sur notre parti et, avant de le rejoindre, attendront au dehors des signes convaincants de fiabilité à soi-même et d'efficacité. Il convient donc que ce congrès énonce clairement ses intentions.

II

Le premier devoir du parti est de définir qui il est et ce qu'il veut. Il y répondra par son attachement à la charte, par un débat interne sur le programme (autour du "plan d'action socialiste", du "contrat socialiste" et de documents du même ordre), par l'adaptation de ses structures aux conditions du combat à mener, par la preuve constante qu'il fait ce qu'il dit. Les relations qu'il entretiendra avec les autres formations politiques auront d'autant plus de portée qu'il apparaîtra comme une force puissante,

autonome et ouverte. Les Français lui accorderont d'autant plus leur confiance qu'il représentera l'autre terme de l'alternative politique, qu'il sera l'axe d'une nouvelle majorité fermement attachée aux conquêtes de la démocratie, hardiment engagée dans la voie du socialisme.

Rien ne sera possible cependant sans un effort de renouveau. On s'accorde de tous côtés à attendre de ce renouveau qu'il affecte le style, les méthodes, les structures. Nous insisterons davantage sur la nécessité du renouveau sociologique. Le Parti s'adresse à tous les Français et, candidat au pouvoir, gouvernera pour tous les Français. Néanmoins son action suppose l'adhésion initiale des couches sociales, forces vives de la nation, qu'exploitent les maîtres du pouvoir économique, ainsi que le concours des groupes socio-professionnels dont les intérêts légitimes sont liés à ceux des travailleurs et qui revendiquent, comme ces derniers et là où ils sont, le droit à la responsabilité, l'expression suprême de la liberté. Dans cet esprit le Parti attirera à lui ceux qui dans tous les secteurs de l'économie apporteront l'atout de leur compétence et offriront à travers lui une réponse aux besoins spécifiques de la deuxième révolution industrielle.

Jadis, les transformations dans le monde n'étaient pas telles que le cours de la vie d'un homme s'en trouvât modifié. Aujourd'hui, le changement est si rapide et si intense qu'il bouleverse à tout moment le mode d'existence d'une génération.

La révolution technologique qui s'accomplit sous nos yeux multiplie les possibilités de chacun, mais du même coup suscite ou développe des aliénations.

La société urbaine cherche encore son cadre et ses lois tandis que la ville, soumise aux lois de la spéculation, étouffe ceux qui l'habitent.

L'enseignement s'éloigne de la simple transmission de connaissances, trop vite périmées, plus largement fournies ailleurs qu'à l'école, et développe des méthodes de réflexion et des comportements critiques. Toute révolution scientifique entraîne une révolution politique. Les mutations actuelles annoncent une réforme profonde des institutions et le besoin d'un type de civilisation dont le socialisme, si nous le voulons, fournira le modèle.

Mais il est clair que le renouveau sociologique du Parti dépendra pour une large part des structures que celui-ci adoptera. En effet, si ces structures permettent

1/ la décentralisation, seule façon d'échapper aux tendances bureaucratiques de toute organisation unifiée, de vivifier la démocratie à la base,

2/ la collégialité d'où l'autorité des dirigeants tire la meilleure de sa force,

3/ l'ouverture, en direction d'associations, de clubs, de groupes d'action municipale, de cercles qui, sans appartenir au Parti n'en désirent pas moins établir avec lui des relations contractuelles soit au niveau de la réflexion, soit au plan des actions concrètes,

le Parti connaîtra un vaste essor intellectuel et militant sans rien perdre de sa cohésion.

III

Tout s'ordonne dans notre pensée autour de la décision que prendra le congrès de créer une puissante formation socialiste unifiée.

1/ Un parti puissant sera en mesure d'offrir aux formations et aux hommes qui se réclament de la démocratie sans récuser l'idéal socialiste et l'union de la gauche, parti radical notamment et démocrates de progrès, une alliance dont les obligations réciproques impliqueront une solidarité durable. Nous demandons que se constitue un front de la gauche démocrate et socialiste qui, sachant tirer les leçons de l'expérience de la Fédération, bénéficiera de l'audience obtenue par celle-ci. L'existence au sein de l'alliance d'un parti qui aura déjà regroupé le plus grand nombre des socialistes constituera à cet égard comme sur tous les plans la meilleure des garanties.

2/ Un parti puissant prêtera à l'union de la gauche une signification et une portée nouvelles. Il est également vrai que l'union des forces populaires étendra le rayonnement de notre parti, authentifiera ses choix, multipliera les adhésions. Ces deux démarches sont en réalité complémentaires. Par l'équilibre interne de la gauche nous rendrons possible sa victoire. Par l'union de la gauche nous nous placerons sur un terrain propice à l'avènement du socialisme.

Nous demandons en conséquence qu'aient lieu des rencontres concertées avec le Parti Communiste face aux agissements des monopoles et de la majorité conservatrice, et que soient prises en commun des initiatives au parlement et dans le pays en application des convergences reconnues par les accords de février 1968 et de décembre 1970. Pour ce qui concerne les domaines de politique intérieure et extérieure où sont apparues des divergences fondamentales, le Parti veillera à faire connaître et comprendre à l'opinion les raisons de ses choix. Afin de réduire ces divergences le congrès autorisera les instances nationales qu'il doit élire à examiner les voies et moyens de futures discussions. Rien ne doit être négligé pour aboutir mais rien non plus ne serait plus dommageable à la gauche tout entière que l'annonce d'un calendrier qu'elle ne serait pas assurée de tenir.

3/ Le Parti agira en contact étroit avec le mouvement syndical et dans le respect des responsabilités qui incombent à l'un et à l'autre.

CONCLUSION

Les congressistes délégués par leurs camarades pour accomplir cet acte historique que sera l'unification des socialistes ont conscience de remplir une obligation morale et de répondre à un impératif politique.

S'ils ne sont pas les seuls dépositaires d'un passé qui appartient au peuple des travailleurs ils savent que de leur engagement et de leur clairvoyance dépend l'avenir du socialisme en France. Socialistes de tradition et d'adhésion venus du Parti Socialiste, de la Convention des Institutions républicaines, des milieux laïcs et chrétiens, de groupes de pensée, de recherche et d'action proches de la politique militante ou spontanément attirés par l'espoir d'aujourd'hui ils se proclament égaux en droits et en devoirs pour la tâche qui les requiert.

Fonder la société socialiste est leur but: ni les mesures à court terme, ni les mesures à moyen terme qui commandent les réalités du moment ne leur feront oublier pour quoi ils luttent. De cette entreprise le parti qu'ils créent ensemble sera le premier instrument.

Louis MERMAZ
(Maire de Vienne-Isère)

Robert PONTILLON
(Maire de Suresnes-Hauts-de-Seine)

Georges BEAUCHAMP
(Hauts-de-Seine)

André LARREFFÈRE
(Maire de Pau - Pyrénées-Atlantiques)

Pierre OUDOT
(Maire de Bourgoin-Jallieu-Isère)

Marc BALDY
(Lot)

Pierre NOEL
(Maire de St-Dié - Vosges)

Roland FLORIAN
(Ardenne)

Martin MALVY
(Conseiller Général de Vayrac - Lot)

M

Pour un puissant Parti socialiste orienté à gauche

Pour l'avenir du mouvement socialiste, le Congrès de l'Unité, en juin prochain, sera une étape décisive. Chacun sent bien qu'il s'agit d'une occasion exceptionnelle qui demande des procédures exceptionnelles.

C'est pourquoi il aurait été souhaitable que, dès le début de la préparation du Congrès, se réunissent sur des propositions claires et mobilisatrices tous ceux qui sont résolus à donner au parti une orientation à gauche nette et irréversible.

Il y a chez les militants une majorité pour une telle orientation. Il faut que cette majorité s'exprime, au-delà des faux débats et des divergences secondaires. Il faut qu'elle s'unisse

sur un plan de deux ans pour l'action socialiste afin de faire du Parti Socialiste un grand Parti de masse et d'action, un parti qui soit la principale force d'initiative de la coalition de gauche.

En présentant un certain nombre de propositions, les signataires du présent document n'entendent pas opposer une motion à d'autres motions, ils souhaitent contribuer à l'élaboration d'une motion de synthèse, d'un véritable contrat de majorité entre tous les partisans d'une orientation à gauche.

C'est donc dans cet esprit que nous demandons aux camarades de faire connaître, discuter, voter ces propositions.

A moins d'un accord intervenant avant le Congrès national, c'est ce texte qui sera soumis au vote indicatif.

L'HOMME D'AUJOURD'HUI PRISONNIER DE LA

SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Jamais le socialisme n'a été plus attaqué, jamais le socialisme n'a été plus actuel, car le socialisme, c'est la libération de l'homme.

Le monde d'aujourd'hui évolue de tel la façon que plus l'homme se rend maître de la nature, moins il semble maître de lui-même. Mais c'est la course au profit qui transforme le progrès en instrument d'asservissement et de destruction. La société devient une prison pour l'homme.

S'il est vrai que les formes de l'exploitation capitaliste se sont modifiées, cette exploitation reste plus que jamais la loi fondamentale de notre société.

Les principales caractéristiques des modifications intervenues ces 15 dernières années sont l'augmentation du nombre des salariés exploités, la diversification de l'exploitation (cadences), l'allongement de la durée du travail, l'extension de la dictature du profit à toutes les formes de l'activité humaine (nouveaux biens de consommation, vacances, loisirs, santé), l'aggravation de la domination des principaux groupes industriels et financiers sur l'appareil d'état et l'accentuation du caractère multinational et transnational de la structure des grandes sociétés capitalistes. Telle est la réalité du néo-capitalisme de la III^{ème} révolution industrielle, tel est le prix payé pour la soi-disant "société de consommation".

I - LA PLATE FORME D'ACTION SOCIALISTE

La ligne générale de l'action socialiste doit être de rendre cette vérité accessible à des millions de travailleurs, en partant de leur vie quotidienne, de leurs conditions de travail, de la "consommation" elle-même.

1) - Combattre l'aggravation de l'exploitation capitaliste à l'entreprise.

Le Parti Socialiste organise les travailleurs à l'entreprise afin de populariser sur les lieux de travail mêmes des salariés les solutions socialistes. Les sections d'entreprise soutiennent l'action des syndicats pour la revalorisation des salaires, contre l'aggravation des conditions de travail, pour la liberté d'activité syndicale à l'entreprise et la contestation du pouvoir monarchique du patronat. C'est à partir de ces actions concrètes qu'est mené le travail politique à l'entreprise, que nous développons notre propagande pour la collectivisation et l'autogestion.

2) - Les fruits du progrès sont à tous.

Plus précisément, pour les deux ans

à venir, le Parti socialiste prendra l'initiative de grandes campagnes d'action :

- Pour le passage aux mains des collectivités, nationales, régionales ou locales, des industries pharmaceutiques, des terrains à bâtir, des grandes entreprises de construction et de travaux publics, des autoroutes

- Pour la création d'Offices nationaux ou régionaux du Logement et de l'Urbanisme, de la Santé, des Vacances et des Loisirs, gérés non pas par l'Etat, mais par des organismes groupant les mandataires élus des citoyens, les représentants des syndicats et des techniciens.

Pour une fiscalité démocratique

II - UNE STRATÉGIE DE CLASSE

Les salariés, majorité de la nation

Au lieu d'une classe ouvrière minoritaire dans la nation comme c'était le cas hier, ce sont maintenant des masses salariées majoritaires, de plus en plus nombreuses, que les contraintes croissantes de la "société de consommation" peuvent amener à rechercher une nouvelle manière de vivre, à revendiquer un nouveau type de rapports sociaux et politiques.

Front de classe et "avant-garde".

C'est pourquoi tend à se développer un large Front de classe englobant la majorité des salariés et la paysannerie d'exploitation familiale

Mai 1968 a permis d'éprouver la réalité sociale de cette évolution en même temps que l'insuffisance de son expression politique.

Cette réalité conduit à écarter comme théoriquement dépassée et politiquement dangereuse toute notion d'une quelconque "avant-garde sociale" que ce soit "l'avant garde ouvrière" telle que la définit le P.C.F. ou les "couches nouvelles" d'avant garde telles que les écrit la gauche technocratique ou moderniste.

La politique unitaire se fonde sur la constatation d'une solidarité croissante d'intérêts entre toutes les couches salariées.

Le rôle des organisations de travailleurs, des organisations de la gauche est de traduire en termes politiques la prépondérance de fait des salariés dans la nation en combinant étroitement les luttes sur tous les terrains : électoral, parlementaire, à l'entreprise, à l'université, au lycée, dans la cité. Dans cette perspective, le fait socialiste recherchera une coordination de son action avec celle des syndicats dans le respect de l'indépendance de chaque organisation.

La technocratie de gauche

De tout temps la bourgeoisie s'est efforcée de diviser ses adversaires ; aujourd'hui c'est à la charnière entre les nouvelles classes moyennes salariées et les autres salariés qu'elle fait porter son effort principal, c'est là qu'elle tente de s'opposer à la cristallisation du Front de classe.

Cette tentative s'exprime par la politique de l'actuel chef de gouvernement dite de la "Nouvelle Société", politique de concertation, de participation, autrement dit la méthode moderne pour tenter d'enfermer les travailleurs dans la collaboration de classe. Les diverses écuries de "réformateurs" s'essaient de leur côté à reprendre cette politique à leur compte : "Nouveau Contrat Social" d'EDGAR FAURE, "Alternative de Progrès" ou néo-radicalisme de SERVAN-SCHREIBER. Entre eux et l'équipe de CHABAN-DELMAS, il n'y a que l'épaisseur du pouvoir.

La politique et l'idéologie technocratique ont également trouvé leur expression au sein de la gauche elle-même. Ainsi, la théorie des "couches nouvelles" lancée par l'aile technocratique du P.S.U. aux dépens de la solidarité de classe de tous les travailleurs a servi de justification au rejet de la stratégie de classe, au refus de la politique unitaire. C'est la variante "de gauche" de l'idéologie technocratique.

III - L'ALLIANCE DEMOCRATIQUE DE LA GAUCHE

En décidant de populariser par l'action la plate-forme socialiste, il doit donc être bien entendu que le Parti engage la première phase de la bataille pour le pouvoir, pour la solution socialiste.

Pour les socialistes,

- 1) - Il ne peut y avoir de compromis avec le régime actuel.
- 2) - Il ne peut y avoir d'alliance avec les forces "intermédiaires" centristes, qui sont, d'ailleurs, de plus en plus laminées entre les deux pôles de la vie politique française.

Il ne peut y avoir d'alliance de rechange

- 3) - L'objectif politique est la réalisation d'un contrat de gouvernement de la gauche.

La gauche socialiste ne redeviendra forte et efficace que si elle inspire confiance, si elle choisit une politique et si elle s'y tient. Il y a une chose dont le socialisme en ce pays ne se relèverait pas avant longtemps, c'est l'inconséquence politique.

Voies et moyens de la politique d'union de la gauche.

L'existence en France d'un Parti Communiste tel qu'il est pose à la gauche socialiste un problème qu'elle ne peut esquiver. On ne le résoud en tout cas - l'expérience d'un demi-siècle le prouve - ni en refusant l'unité, ni en s'alignant sur les positions communistes. Il n'y a pas d'autre solution que de lutter pour faire triompher la conception socialiste d'une alliance démocratique de la gauche.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

- Il faut se battre pour obtenir les garanties nécessaires à un gouvernement commun socialiste-communiste : rigoureuse indépendance internationale de l'action des forces de gauche en France, garantie démocratique. Parmi ces garanties pourraient figurer, à titre d'exemple :

a) sur le plan international : campagne commune pour la dissolution simultanée des blocs militaires, c'est-à-dire pour le retrait des forces américaines d'Europe et celui des troupes soviétiques des "démocraties populaires".

b) sur le plan intérieur : acceptation du pluralisme politique, c'est-à-dire la participation à l'action de la gauche de toutes les forces socialistes.

Le débat doit être public, permanent à tous les niveaux, et non pas seulement au "sommet". La bataille pour les garanties est une bataille devant l'opinion et pour gagner l'opinion.

Elle est une démonstration par l'action : c'est à la faveur de l'action politique commune dans les entreprises, sur le cadre de vie, dans les communes, à l'université et au lycée que nous pouvons développer, faire comprendre pratiquement et défendre notre conception d'une coalition de gauche entre partenaires égaux en droits et responsabilités.

Communistes et Socialistes devront

en commun intervenir auprès de l'opinion, prendre des initiatives législatives et mener des campagnes d'action. Ces "objectifs intermédiaires" seront autant d'épreuves entre la conception socialiste de l'unité de la gauche et celle qu'on encoure les communistes.

Une telle coopération pourrait aboutir, dans la perspective des élections de 1973, à un pacte de l'opposition de gauche. Parallèlement elle contribuerait à faciliter la recherche d'une entente sur les garanties permettant la conclusion d'un contrat de gouvernement : un Congrès extraordinaire aurait à décider le passage à cette nouvelle étape.

IV - UN PUISSANT PARTI SOCIALISTE

Pour les deux ans à venir, la tâche essentielle, celle qui conditionne toutes les autres est de construire un puissant parti socialiste, le parti de tous les socialistes, un parti de masse et d'action.

- 1) - Le parti de tous les socialistes, sans exclusive ni discrimination.

L'étape importante pour l'unification socialiste que constitue le Congrès de Juin doit faire décidément du Parti le pôle de regroupement de tous les socialistes et doit donner un nouvel élan au courant unificateur. Des militants restés jusque là attachés au P.S.U. ou attirés par les groupes gauchistes, des syndicalistes, des travailleurs qui hésitaient encore à s'engager politiquement, peuvent être gagnés par milliers.

L'esprit de tolérance doit l'emporter sur le dogmatisme et l'autoritarisme. Dans la pratique, cela signifie que les divers courants du socialisme doivent pouvoir prendre une part effective à la gestion et à la direction du parti à tous les échelons, ce qui exclut absolument la formule de directions nationales ou fédérales monolithes. Face à l'autoritarisme du pouvoir, à côté des conceptions "centralistes" d'autres organisations, le parti des socialistes doit être l'exemple vivant de la démocratie socialiste.

Dans le même esprit, le parti doit refuser la guerre des générations. Nous avons besoin des anciens comme des plus jeunes. Nos critères sont uniquement politiques : le choix n'est pas entre une gauche prétendument "nouvelle" et une gauche "ancienne", il est entre l'orientation de classe et ceux qui la refusent.

Il serait enfin absurde d'opposer les "élus" aux autres militants et réciproquement. Mais il doit être bien entendu que les postes électifs sont des points d'appui dans les campagnes d'action du parti, de la même façon que les responsabilités tenues par de nombreux socialistes dans les groupements coopératifs, culturels, socio-éducatifs, dans les organisations de jeunesse des associations familiales, des mouvements d'action laïque.

En outre, il est de plus en plus évident qu'un parti démocratique doit avoir un contrôle politique réel de ses élus, sinon il devient une simple machine électorale.

Un parti de masse et d'action

C'est dans l'action que se développe un parti :

- Campagne d'action pour le programme socialiste.

- Débat public avec les communistes à tous les niveaux.

Les socialistes doivent retrouver l'habitude de proposer aux autres, d'entreprendre. Ils doivent retrouver le sens de l'initiative.

A son tour, l'action est le moyen le plus sûr de recruter de nouveaux militants. La plate-forme d'action socialiste et le débat pu-

blic sur l'unité offriront, dès la rentrée de 1971 les bases d'une grande campagne de recrutement, pour le développement du parti.

Cependant le parti ne pourra se développer et tenir son rôle que s'il se donne des moyens indispensables.

- Il lui faut un organe de presse.

- Il lui faut un centre de formation de militants.

Un parti d'audace démocratique.

Les militants ne s'engageront résolument dans l'actions, les hésitants n'adhéreront au parti que si tous ont le sentiment de prendre réellement part aux décisions. Il serait peu sérieux de vouloir changer d'un coup les formes d'organisation qui ont prévalu jusqu'ici dans les organisations de la gauche ; mais si l'on veut bâtir un parti largement ouvert, adapté aux réalités de la société moderne, quelques innovations importantes sont immédiatement possibles et nécessaires.

- Pour ces innovations, voir le texte sur les propositions de structures du Parti.

PROPOSITIONS POUR LES STRUCTURES

DU PARTI

Suffrage universel après Congrès.

Tous ceux qui ont vécu des Congrès d'une organisation de la gauche socialiste savent combien le spectacle des fins de Congrès est, dans neuf cas sur dix, déprimant. Pendant des semaines tous les militants du parti ont pris part à des discussions, émis des votes et, en fin de compte,

en quelques heures, quelques dizaines de militants fabriquent un texte de synthèse (ou plusieurs) qui ressemblent assez peu aux textes débattus et votés dans les sections. On ne peut certes se passer de la procédure de "commission des résolutions" conclue le Congrès.

Ce sont les militants qui décident en dernier ressort.

Le travail du Congrès national consiste à dégager, des longs travaux de préparation des sections et fédérations les principales options.

A partir du moment où, sur la base du nécessaire travail de synthèse de la commission des résolutions, il a choisi les textes (plus de 20 % des votes du Congrès) qui seront soumis aux militants, son rôle est terminé. Ce sont les militants qui tranchent.

Scrutin direct.

On ne peut naturellement se passer de relais, de délégations : toute démocratie est représentative. D'où les Congrès. Mais chaque fois que cela est possible, il convient d'utiliser la procédure du vote direct, donc que l'ensemble des militants soit appelé à exprimer eux-mêmes leur point de vue.

Secrétariat à l'organisation collégial.

Dès maintenant, les organisations de la gauche socialiste ont admis le principe de la direction politique collégiale. Il serait d'autant plus anormal que la gestion de la "machine" soit concentrée entre les mains d'un seul. Trop souvent, dans les organisations de gauche, le Secrétariat à l'organisation est devenu la toute-puissance. Il doit être lui aussi collégial.

ONT DONNE LEUR APPUI AUX PROPOSITIONS :

15

POUR UN PUISSANT PARTI SOCIALISTE

ORIENTE A GAUCHE

<u>AISNE</u>	DEBUT R. Membre C.E. Féd. du P.S. - FLEURUS C. Membre C.E. Féd. du P.S. - GAREL J. Sec. Féd. du P.S.
<u>ALLIER</u>	DESGRANGES Bureau Féd. du P.S. - JEANNIARD Bureau Féd. du P.S. - SAINTESS Bureau Féd. du P.S.
<u>BASSES-ALPES</u>	REYMOND G. Féd. Socialiste.
<u>ALPES-MARITIMES</u>	LATTELET Membre section soc. de Menton
<u>ARIEGE</u>	DESTREM G. 1er Secr. de la Féd. socialiste
<u>AUBE</u>	LUCAS M. Membre du Bureau Fédéral du P.S. - MARCHAL Membre du Bu. Féd. du P.S. Secrétaire section Troyes du P.S.
<u>AUDE</u>	DOFNY Sec. section de Castelnaudary du P.S. - SECTION SOC. de MONTSERET
<u>BOUCHES DU RHONE</u>	DUMONT G. Membre J.S.-ENRICO G. Sec. Section universitaire soc. de Marseille. GARRIGUES G. Membre J.S. POMMIER G. Membre du B.N des J.S. Sec. Féd. des J.S.
<u>CALVADOS</u>	ACHARD Y. Section de Mondévillle du P.S. - DUTOUR B. Section universitaire soc. de Caen - RAMEAU A. - Sec. universitaire soc. de Caen.
<u>CHER</u>	PERUCHOT G. Membre B. Féd. du P.S. Sec. Sec. Bourges
<u>COTE-D'OR</u>	FOURRIER M. 1er Secrétaire Féd. socialiste
<u>COTE DU NORD</u>	BOQUEN R. Trésorier Sec. St Brieuc - Conseiller muni. DANIEL L. Sec. St Brieuc du P.S. - SAUNIER C. Sec. ad. Sec. St Brieuc du P.S. Adjoint au maire.
<u>CREUSE</u>	Dr MONTHEILLET Cons. Gal - Bur. dépar. de la Féd. so.
<u>DROME</u>	GOUAZE C. Sec. Pierrelatte du P.S.
<u>EURE</u>	BEDIOU P. Membre C.E. Féd. du P.S. - IRONDELLE G. trésorier Féd. P.S. - MICHEL C. Sec. Féd. du P.S.
<u>FINISTERE</u>	DESTABLE Y. Sec. de Morlaix du P.S. - LEBLE F. Sec. Féd. P.S. - MARTINAIS J. Secré. ad. Féd. socialiste
<u>GARD</u>	Mme BEDRIN L. Cons. muni. FOUQUES L. Bu. Féd. du PS. JULIAN C. Bu. Féd. du P.S. 1er Ad. maire de Nîmes - LESSUT G. Cons. municipal - LIAUTARD L. Membre du Bu. Féd. Cons. municipal
<u>HAUTE-GARONNE</u>	BAPT G. Membre B.N. Etudiants socia. - MERIC G. Membre P.S. et groupe étudiants soc. - PETEAU J. Sec. féd. des J.S.
<u>GIRONDE</u>	BEAUGENCY J. Membre sec.

	de Bordeaux P.S. - BONNAC J.P. Membre Bu. Sec. de Cenon du P.S. - JOSEPH J. Membre d'Objectif 72 - JOVENET C. Secr. ad. sec. de Cenon du P.S. - MARSADJE M.C. Membre du bu.sect. Mérignac. du P.S. - MORA C. Membre sect. de Bordeaux du P.S. DE PAYRAUD A. Etudiant membre de la Convention des Inst. Répu. - REGNIER M. Membre sect. de Bordeaux du P.S. - RABAU-DAUDON J. Membre de la C.I.R.		
<u>HERAULT</u>	ROQUES J.P. Sect. de Montpellier du P.S. - VIGNAU J. P. Sect. de Montpellier du P.S.		
<u>ILLE ET VILAINE</u>	PLANCKAERT Secr. Féd. soc.		
<u>INDRE ET LOIRE</u>	AUDIN J.C. Secr. sect. de Vernou Membre du Bu. Féd. du P.S. - BLONDEAU M. Secr. sect. d'Amboise - Membre du Bu. Féd. du P.S. BOUILLON R. Secr. départe mental Sect. Chinon du PS BRARD C. Membre du Bu. Féd. Sect. Tours du P.S. - DOUX S. Membre du Bu. Féd. Section Joué Les Tours P.S. LUSSAULT P. Secr. Féd. so cia. - PIGOREAU F. Membre Bu. Féd. du P.S. PROVEUX J. Secr. sect. Tours P.S. Membre du Bu. Féd. - RINGOT G. Trésor. Féd. du P.S. Se crét. sect. St Avertin - ROBIN B. Secr. sect. Saint Pierre des Corps du P.S. ROGUINSKY M. Membre Bu. Sect. de Tours.		
<u>ISERE</u>	CHAVANCE A. et M. Sect. de Vienne du P.S. - DJELOYAN Membre du P.S. Vienne - DROULERS Y. Secr. Féd. Soc. FANTON J.C. Membre Bu. Féd. du P.S. - GRECARD C.E. de sect. de Vienne - GRECARD Mme - RATEL L. Membre B.F. SAGE Membre C.E. sect. de Vienne du P.S. - Mme SAGE SILBERT Ad. Maire Grenoble Membre du Bu. Féd. TOURNIER L. et M. Vienne		
<u>LANDES</u>	BELVEZE C. Membre Bu. Féd. du P.S. - CANTIRAN A. Membre Com. Féd. agricole du P.S. Secr. sect. cantona. DUGAU Membre C.E. Féd. - B. GRACIANNETTE Membre C.E. Féd. - JOURDAN Féd. soc. - Maire ad. St Paul les Dax LOUBEAU Membre B.F. du P.S. - REYNAUD P. Trésorier sect. Mont de Marsan		
<u>LOIRE</u>	BRIDOUX J. Nouvel adh. - CHOPELIN Membre sect. de Charlieu du P.S. - COLLONGE R. Maire de Mars - DEGEUNE J. Secr. admin. sect. de Charlieu du P.S. - JACOB G. Nouvel adhérent. JAYOL B. Secr. sect. Charlieu du P.S. JAYOL M. Membre sect. Charlieu du P.S. - LATRICHE J. Membre sect. St Chamond P.S. - VIVIERE M. Membre sect. Charlieu P.S. WEISS A. Membre sect. Saint Chamond du P.S.		
<u>LOIRE ATLANTIQUE</u>	LEBAUD J. Sect. St Nazaire du P.S. - Mr Mme LEDIDEC - Sect. de Nantes du P.S. - Mr , Mme PROU X. Sect. Nantes du P.S.		
		<u>LOIRET</u>	DUPOND C. Membre C.E. Féd. - LESOURD Membre C.E. Féd. - Secr. Ad. Sect. Montargis P.S.
		<u>LOT</u>	GIBERGUES P. Membre secr. Féd. du P.S. et sect. FIGEAC du PS VENRIES P. Secr. Féd. Socia.
		<u>MEURTHE ET MOSELLE</u>	BAIETTO Respon. Dépar. de la C.I.R. - CHARRONDIERE Membre du Bu. Féd. du P.S. Secr. de sect. de Vandoeuvre-Nancy. DURUPT J. Membre du Bu. Féd. du P.S. - Maire de Tomblaine LEGER M. Membre du Bu. Féd. PS MERGER A. Secr. Groupe des étudiants socialistes.
		<u>MOSELLE</u>	DOLLET J. Membre B.F. du P.S. ERB R. Membre du B.F. du P.S. HELLERINGER J. Membre du B.F. du P.S. - PERUSSEL R. Secret. Féd. du P.S. - PUDLOWSKI G. WEBANCK G. Trésor. Féd. du PS.
		<u>NIEVRE</u>	BOUILLON Membre des J.S. - BONNET D. Secr. Féd. des J.S. LEISER Membre des J.S. - G. PESSON Membre du B.F. des JS PESSON R.
		<u>NORD</u>	LENOTTE M. 1er Ad. maire de Caudry - Membre du P.S.
		<u>OISE</u>	JOUANDIN G. Membre de la C.E. Féd. et sect. Soc. de Creil
		<u>PAS DE CALAIS</u>	CABIDDU M. Secr. Ad. sect. de Wingles - secr. Féd. des J.S. LUGEZ Membre de la C.E. Féd. du P.S. - MENGA Membre de la C.E. Féd. du P.S.
		<u>PYRENEES-ATLANTIQUES:</u>	MORA F. Nouvelle adhérentz
		<u>PYRENEES-ORIENTALES:</u>	ALTEZA N. Membre C.I.R. de Perpignan - AYRAL M. Secr. Féd. des J.S. - BENOISTE F. Membre des J.S. - CALVET JL. Membre de la C.I.R. à Montner - CHAUVET Maire de Nahuya - Membre de la C.I.R.
		<u>BAS-RHIN:</u>	LUTZ C. Membre du B.F. du P.S. - NOEL A. Secr. de la Féd. Soc. - RENARD G. Membre du Bu. Féd. du P.S.
		<u>HAUT RHIN:</u>	BANNWARTH E. Secr. Sect. de Soultz du P.S. - Cons. muni.
		<u>RHONE:</u>	BACOT P. Membre du BF du PS LEAUNE G. Secr. Féd. des Etudiants soc. - MANUGUERRA M. Secr. Féd. des J.S. - SAGE H. Membre du B.F. du P.S. TRAVAIL B. Membre du B.F. du P.S. - TRIBET M. Membre du B.F. du P.S.
		<u>SAONE ET LOIRE:</u>	EMORINE Secr. Féd. du P.S.
		<u>SARTHE:</u>	FLEURAT - Sect. d'Arnage P.S.
		<u>SAVOIE:</u>	BRUN - Membre du Comité Féd. du P.S. Secr. sect. de St Jean de Maurienne.
		<u>HAUTE-SAVOIE:</u>	CASIMAJOU Secr. Féd. ad. du P.S. - PRUD'HOMME Secr. Ad. Sec. de Cluzes du P.S.
		<u>PARIS:</u>	AUDRY C. Sec. du 16è arr. du P.S. - BOUTET DE MONVEL Bureau Sect. du 5è arr. du P.S. - BOUVIER J.L. Bureau sect. du 18è arr. du P.S. - COMBES A. Bureau Sect. du 11è arr. du P.S. - CONCHON G. Sect. du 17è arr. du P.S. DAVID R. Sect. d'entreprise

DESHAYES H. Com-
mission. Ex. Féd. du P.S.
LACROIX M. Sect. du 5^e arr.
du P.S. - LETONTURIER L. P.
Bureau sect. du 12^e arr. du
P.S. - MAYER P. Secr. Sect.
du 12^e arr. du P.S. - PARENT
J. Bureau sect. du 14^e arr.
du P.S. - POPEREN J. Sect. du
5^e arr. du P.S. - TRIQUERA
M. Bureau du 14^e arr. du PS
VACHER C. Nulle adh. (15^e)

SEINE-MARITIME : BEREGOVOY M. Membre du B.F.
du P.S.

SEINE ET MARNE : BECHTOLD Membre de la C.A.
Féd. - HENAULT - Secr. féd.
du P.S. - ROYNETTE Membre du
B.F. - Maire de Vert St Denis
VIVIEN Membre du B.F. Cons.
Général

YVELINES : BRISSET A. Membre sect. Mu-
reaux du P.S. - BOULANT C.
Secr. Féd. Secr. Sect. Ver-
sailles - DURRIEU Y. Secr.
Féd. - GRISET Secr. Féd.
Secr. sect. de Poissy
JACQUEMIN Membre du B.F. de
la sect. de Versailles du PS
Cons. muni. de St CYR
LAUXEROIS Membre de la Sect.
de Versailles du P.S. - Cons.
muni. de Fontenay le Fleuri
WEITZ Membre de la C.E. Féd.
Sect. du Vézinet.

DEUX-SEVRES : BELLEC Membre de la C.E. Dép.
du P.S. - JOURDAIN Membre de
la C.E. Dép. du P.S. - MORIN
Membre de la C.E. Dép. du PS.

SOMME : FIEVEZ Secr. Sect. universi-
socio. d'Amiens. - LAURENT D.
Membre de la C.E. Féd. Secr.
Sect. d'Amiens du P.S.

VAUCLUSE : AIME L. Cons. général - Maire
de Pernes Membre du P.S. -
Mme BONNEFOI-BONTOUX - Nouvel
le adhérente - BOURNISIE
Membre de la C.I.R. - ORLANDO
R. Trésor. Féd. du P.S. - PEPRE
A. Cons. gén. Membre du P.S.
REYMOND G. Trésor. Sect. d'A-
vignon du PS - VALLET R. Sect.
d'Avignon du P.S. - BOUZON JL
C.E. Sect. Avignon

HAUTE-VIENNE : LARDILLIER Membre du P.S.

VOSGES : PEUREUX M. C.A. Féd. du P.S.
Prési. des Cercles J. Jaurès

ESSONE : CAMUS P. Membre sect. de Long
jumeau du P.S. - LIBMAN J.
Membre sect. Longjumeau du PS

HAUTS DE SEINE : BASSINET P. Membre com. Ex.
Féd. du P.S. - BOURGOIN Y. Mem-
bre du B.F. du P.S. - CHAUVEY
D. - FEUILLY P. B.N. des J.S.
LUCENTE R. Membre C.E. Féd du
P.S. - PAGANELLI J. Membre du
B.F. du P.S. - PIBOUIN B. Mem-
bre de la C.E. Féd. du P.S. -
SECTION d'ENTREPRISE du P.S.
de la R.N.U.R.

SEINE SAINT DENIS : GUILLON G. Membre de la C.E.
Féd. du P.S. - LIPA R. Ad. au
Maire de Rosny s/bois, secr.
sect. de Rosny du P.S.

VAL DE MARNE : COGNEAU Membre de la C.E. Féd
du P.S. - Sect. de St Maur -
FINEL P. Membre du B.N. des
J.S. - LECUYER Membre de la
C.E. Féd. du P.S. Sect d'Ivry
PECOUP Membre de la CE Féd.
du P.S. Secr. de sect. de Vil

VAL D'OISE :

leneuve St Georges- PORTELLI
H. Sect. Créteil du P.S.

TONDEUR A. Membre du B.F. du
P.S. - Cons.Muni. d'Argenteuil

DEBONO P. Secr. Nat des Etu-
diants socialistes

PARAYRE P. B.N. des Etudiants
Socialistes

SANS G. Secr. Nat des J.S.

TEXERAUD C. B.N. des J.S.

PUDLOWSKI F. Respon. des grou-
pes Etudiants socia. de Paris

ETLIN A. Sect. universitaire
Dauphine

JOAB M. Secr. Sect. du Lycée
Lamartine

SADOUN M. Sect. Univ. Droit

STEINFELD A. Sect. Universi-
taire Sciences

D'ores et déjà, à la faveur d'un
premier travail de confrontation, il apparaît qu'il
existe des convergences nombreuses et sérieuses
entre la motion UNITE ET RENOVATION et les propo-
sitions présentées sous le titre POUR UN PUISSANT
PARTI SOCIALISTE ORIENTE A GAUCHE, en particulier

- le contrat de gouvernement de la
gauche est l'objectif politique
pour lequel le parti agit dès
maintenant.
- le dialogue avec les communistes
doit être conduit publiquement,
à tous les niveaux et non pas seu-
lement au sommet.
- Il se développe à la faveur d'ac-
tions communes.
- Avant la fin de l'année, la parti
aura précisé ses propositions pour
un contrat de gouvernement.
- Nécessité de mettre fin au divor-
ce entre les paroles et les actes
tel qu'il a pu se manifester par
certaines alliances municipales.
- Renouveau profond des struc-
tures, des moyens, des méthodes.

N Motion présentée par les nouveaux adhérents du Cercle d'études pour l'Unité socialiste de la Nièvre

Considérant qu'au delà des hommes et des formations in-
téressées, l'Unité doit se faire sur une orientation politi-
que affirmée sans ambiguïté, les soussignés Nouveaux Adhé-
rents demandent, qu'entre toutes les motions qui ne manque-
ront pas d'être proposées au Congrès, soit élaborée une syn-
thèse qui marque la volonté commune d'élargir toujours plus
l'Unité Socialiste, dans la perspective de l'Union de TOUTE
LA GAUCHE, sans compromission avec le centrisme.

20 Membres " Nouveaux Adhérents " du Cercle d'Etudes
Pour l'Unité Socialiste de la Nièvre.

RATTU Jean - POMMEAU Guy - BOUCHETARD Raymond - RENAULT Mi-
chel - BONIGEN André - PIC Jean - BARBEROUSSE Claude et Ma-
guy - GAUTHIER Michel - BOULE Eugène - TISSIER Joseph - DU-
FOUR Raymond - GUENOT Michel - GARRIGUE Robert - TAUSSIG Ru-
dolf - Dr VAHL François - BONNET Jocelyne - FOURNIER Robert
BOULEZ J. Claude - PAUTRE Alain et Freddy - COUGNOT Cécile et
Dominique, RAVISE Constant .



Pour un Parti socialiste fort et pour la recherche de l'union de la Gauche

Le Congrès de l'unité socialiste s'ouvre à une période cruciale de la vie politique française. En face des graves problèmes que le pays doit résoudre, la coalition conservatrice qui s'est emparée du pouvoir révèle au grand jour ses ambiguïtés et son incapacité.

Dans l'ordre économique, la France doit, avec un appareil industriel souvent inadapté, faire face à la compétition internationale et à une conjoncture mondiale lourde de menaces. Dans l'ordre social, elle doit à la fois régler les problèmes qui résultent d'une reconversion faite dans l'anarchie et satisfaire la volonté des travailleurs de s'opposer à l'arbitraire patronal et de le briser. Dans l'ordre politique, elle doit réformer un système institutionnel, administratif et judiciaire périmé que la masse des citoyens conteste, même s'ils ne le manifestent pas activement.

Dans tous les domaines, l'opinion ressent ou découvre l'absence d'une orientation qui définisse, après les mystifications de l'ère gaulliste, les objectifs que s'assigne notre pays dans l'ordre national comme dans l'ordre international.

De cela, les politiciens opportunistes qui nous gouvernent sont incapables. Hésitants en face de tous les problèmes graves, attachés au maintien des privilèges sociaux, ils reculent devant les choix clairs et courageux que la situation requiert. Après avoir laissé pourrir chaque problème, ils ne retrouvent d'énergie que pour lancer les forces de la répression sur les citoyens justement irrités de tant de temporisation, de ruses et de faux semblants.

La médiocrité du régime est en train de déssiler les yeux tant de ses partisans naturels, qui appartiennent à la droite classique, que des républicains de bonne foi qui une habile propagande avait abusés.

Cette situation exige des socialistes qu'ils offrent au peuple les termes d'une alternative au régime actuel qui fondée sur une vision à moyen terme de l'évolution de la société française, comprenne un ensemble de mesures cohérentes et réalistes aptes à résoudre les difficultés immédiates et à ouvrir la voie des transformations nécessaires. Son élaboration doit être accompagnée des plus larges contacts et d'échanges de vues réguliers, dans l'indépendance réciproque, avec le mouvement syndical qui se trouve placé au centre des préoccupations du monde du travail et qui, par son action, apporte des solutions concrètes et riches d'enseignements.

Le trait commun des hommes qui se retrouvent en ce congrès d'unité est d'avoir, sous des formes diverses mais à partir d'une adhésion unanime à une déclaration de principes commune, reconnu que la construction d'une force socialiste impliquait, d'une part, la rénovation des idées et des méthodes, d'autre part, une stratégie ayant pour axe la recherche de l'union de la gauche. Et le fait même que ce congrès puisse se tenir est une preuve du redressement opéré depuis deux ans.

La définition des objectifs que le Parti Socialiste aura à se fixer lors de son congrès doit prendre pour base les principes proclamés en 1969 par le Congrès socialiste d'Issy-les-Moulineaux et les orientations adoptées par la CIR. Ces principes doivent rester la charte de l'action du Parti. C'est à partir de ces principes que le Parti Socialiste doit affirmer sa personnalité et son originalité et renforcer sa puissance. En effet la recherche d'alliances ne peut en rien suppléer cet impératif.

Avant de déterminer les modalités d'application de ces principes dans les années qui viennent, il est nécessaire d'analyser les résultats qui ont été atteints au cours des deux dernières années.

I - LES RESULTATS OBTENUS

a) La rénovation

Dans nos organisations respectives, nous avons tous cherché à tirer les leçons de l'expérience de la F.G.D.S. Ses succès furent au niveau des espérances mises dans le re-

groupement socialiste et dans l'union de la gauche. Mais nous avons retiré le sentiment que ses insuffisances provenaient principalement du fait que les efforts de renouvellement auxquels les organismes dirigeants s'étaient attachés étaient, en raison de la structure fédérale, séparés de l'action quotidienne dans le pays, et que, pour la même raison, ils n'avaient pu s'accompagner du vaste travail de réflexion que le pays attend de la gauche socialiste.

Le renouvellement des méthodes d'action à la fois se réalisait et se poursuivait. Les récentes élections municipales ont pu paraître la fécondité de cet effort, là où il a pu être entrepris. Il est clair, en effet, que sans lui, les organisations et les élus socialistes étaient voués à perdre progressivement leurs capacités d'action autonome et à se transformer en otages de la majorité ou en éléments d'appui du Parti Communiste. Le maintien des positions tenues et des gains certains traduisent donc un renouveau de vigueur, que caractérisent notamment le renouvellement des cadres, qui s'opère sans fausses querelles de générations, et l'ouverture du Parti à des catégories de militants longtemps étrangères à l'action politique du socialisme.

Le travail de réflexion fondamentale n'était pas moins nécessaire. Il a donné lieu à de vastes débats doctrinaux auxquels les militants ont été largement associés. Le Plan d'action socialiste du Parti Socialiste et le Contrat socialiste de la C.I.R. en portent témoignage.

Mais il est significatif que cet effort ait été accompli dans le même temps que les socialistes poursuivaient leurs débats avec les autres forces de gauche.

b) L'union de la gauche

Il est clair que l'essentiel de cette tâche est représenté par le dialogue sans complaisance avec le Parti Communiste qui a été entrepris par le Parti Socialiste et qui a donné lieu à la publication d'un premier bilan.

L'examen de ce texte fait apparaître que des pas importants ont été accomplis dans la voie d'un rapprochement des points de vue respectifs. En dehors même de son objet propre, ce débat a permis de créer un climat de compréhension sans lequel les listes d'union et les désistements réciproques au cours des dernières élections auraient été moins fréquents dans la généralité des cas.

Les socialistes n'ont pas cessé non plus de dialoguer avec les autres républicains attachés, comme eux, à l'authenticité de la démocratie politique, et notamment les Radicaux, auxquels ils ont exposé que la nécessaire politique d'alliance était incompatible avec une idéologie technocratique et une stratégie centriste. Ils ont engagé avec le Parti Radical une étude comparée du Plan d'action socialiste et du Manifeste radical afin d'en dégager les options communes qui pourraient servir de base à un accord politique, auquel, bien entendu, aucune question préalable d'ordre de principe ne s'oppose.

Les socialistes ont enfin voulu montrer aux "gauchistes" qu'ils restaient ouverts à la discussion et qu'ils se refusaient, pour leur part, aux excommunications. Mais ils leur ont exposé sans cesse qu'il n'était pas d'action politique authentique sans analyse préalable sérieuse, c'est-à-dire sans abandon du verbalisme révolutionnaire et de toutes les logomachies à la mode, et que l'action socialiste ne pouvait être confondue avec l'agitation et la gesticulation provocantes que la police, par ses infiltrations, rend très facilement provocatrices.

II - LES RESULTATS DE DEMAIN

Les résultats obtenus sont loin d'être encore à la mesure de nos espérances, mais ils ont été assez appréciables pour que se déchaînent à nouveau contre nous la colère et les attaques de tous ceux qui se vouent traditionnellement à la cause de la conservation sociale, y compris lorsqu'ils se prétendent novateurs.

Nous sommes donc dans la bonne voie. La tâche du nouveau parti sera d'y persévérer avec résolution, en tenant compte des leçons de l'expérience.

a) La rénovation

Le développement du Parti doit être poursuivi. Au-delà des règles statutaires qui doivent être claires et précises pour fonder notre action commune, il suppose une double volonté d'ouverture dans le recrutement et de cohésion dans l'action.

La politique d'ouverture a pour objet d'appeler au parti des travailleurs qui, ayant fait leurs leçons de la gauche

listes, restent en dehors de nos sections qui ne se préoccupent pas toujours suffisamment de les accueillir. Elle suppose au stade actuel une étroite coopération avec les organisations dont l'action est la ligne du socialisme : groupes d'action municipale, associations de quartiers, associations culturelles, groupes de jeunes, etc... Un effort de recrutement et de regroupement sera également accompli en direction de la jeunesse, ainsi que vers les catégories sociales nouvelles ou en voie de développement. Les dispositions statutaires garantissant l'ouverture du Parti vers l'extérieur, en particulier celles relatives à l'association entre les clubs et lui, doivent être pleinement utilisées pour ces objectifs.

Ce parti ouvert doit pouvoir agir de façon cohérente. La liberté d'expression de tous doit être préservée, mais la cohésion dans l'action doit être simultanément assurée à la fois par le fonctionnement correct des instances appelées à juger les indisciplines et par un renforcement de la direction du parti. Car le socialisme a besoin d'un parti solide et structuré.

Ce renforcement ne doit pas être recherché dans le développement de pratiques bureaucratiques. Il doit au contraire être fondé sur la clarté des débats politiques, sur le caractère démocratique des prises de décision et sur des liens de plus en plus nombreux entre les organismes de direction et l'ensemble des militants et s'accompagner, d'une part, de la constitution d'un comité directeur largement ouvert aux courants d'opinion, mais aussi aux diverses régions, d'autre part, de l'action continue d'un bureau national pratiquant un examen constant de l'actualité et de l'action.

La rénovation des formules idéologiques et du programme doit être poursuivie sans relâche. Au sein du parti, le débat doit être permanent. La tâche de nos responsables devra être de continuer la mise au point d'un "programme immédiat" plus précis et plus apte à répondre aux questions que soulève quotidiennement l'actualité. Le programme, qui devra être approuvé par les instances statutaires du parti, devra faire l'objet d'un vaste et cohérent effort de diffusion et être suivi de la rédaction de projets législatifs complets.

b) L'union de la gauche

Le parti doit maintenir, à l'égard des Radicaux et de tous les autres républicains de progrès, l'offre d'une collaboration, sous la condition que soient écartées, d'une part, toute stratégie centriste ou d'alliance avec la majorité, d'autre part, toute option qui, sur le plan national ou local, serait incompatible avec l'idéal socialiste. Les résultats auxquels est parvenu le groupe de travail constitué pour l'étude comparée du Plan d'action socialiste et du Manifeste radical confirment l'accord traditionnel entre ces deux formations. Ceci est notamment vrai en matière de redistribution des pouvoirs entre l'Etat, la commune, la région, en matière de libertés publiques et de politique étrangère.

Il conviendrait donc, dans les meilleurs délais, de traduire cet accord sous la forme d'un contrat d'action.

Il doit également suivre avec attention le mouvement des idées dans les milieux influencés par le christianisme, où apparaît de plus en plus une volonté d'engagement politique en faveur du combat contre une société injuste. Il lui faut offrir à ces milieux la possibilité d'une participation effective et dans les formes choisies de concert, aux actions et aux efforts du mouvement socialiste.

Il doit continuer le dialogue avec le Parti Communiste pour l'examen des problèmes en suspens tels qu'ils ressortent notamment du premier bilan publié le 22 décembre 1970. Dans des domaines tels que celui de la conception de la légalité, celui des principes de la politique extérieure et de la conception de l'internationalisme et celui, surtout, du fonctionnement du régime démocratique, les divergences constatées sont importantes, voire, pour certaines, fondamentales. Cette importance, loin de devoir interdire de poursuivre la discussion, rend au contraire absolument nécessaire des explications nouvelles et un effort de clarification qui impliquent la poursuite d'un dialogue public sans faiblesse.

Ces divergences ne sont pas un obstacle aux ripostes communes sur des points précis aux actes réactionnaires du gouvernement, ripostes qu'il convient de continuer et de développer. Mais chacune de ces ripostes doit faire l'objet de discussions préalables, discussions que, pour notre part nous entendons conduire avec le souci constant d'associer à leur préparation et à leur déroulement les formations et les républicains opposés au régime.

Dans le même esprit nous estimons qu'on ne peut s'en tenir à ces seuls niveaux de la poursuite du dialogue et des ripostes communes. Nous jugeons d'ores et déjà possible que les deux partis, en étroite liaison avec tous les républicains qui voudront s'associer à cette tâche, prennent l'initiative de formuler des solutions législatives communes aux problèmes qui présentent actuellement le plus d'importance pour les classes populaires et pour la jeunesse (protection des droits syndicaux, sécurité sociale, éducation nationale, organisation des collectivités locales, réforme fiscale, logement, etc...). Les projets auxquels ils aboutiraient feraient l'objet d'une vaste diffusion dans l'opinion et seraient déposés en commun au Parlement. Distincts par nature d'un programme de gouvernement, ils constitueraient un véritable "plan législatif".

Ripostes communes et initiatives législatives pourront être autant d'expériences entre la conception socialiste de l'union de la gauche et celle qu'en ont les Communistes.

Enfin, si l'évolution du dialogue avec le Parti Communiste présenté sous la forme d'un bilan complet permettait d'envisager favorablement l'ouverture d'une discussion en vue d'un accord politique et d'un programme de gouvernement qui pourrait revêtir la forme d'un Pacte associant toute la gauche, le comité directeur convoquerait un congrès national extraordinaire qui aurait qualité pour autoriser cette discussion. Ce congrès aurait en particulier à apprécier à un préalable les rapprochements éventuellement opérés dans les principes et les lignes générales et les résultats acquis dans les domaines où la discussion a fait apparaître jusqu'ici des divergences fondamentales.

Comme tous les congrès, le congrès d'unité ne constitue qu'une étape dans la vie du Parti. Il lui appartient de tracer les grandes lignes d'une action en profondeur, mais ce sera ensuite l'ensemble des adhérents du Parti, qui chacun dans son cadre professionnel et local, donneront corps aux résultats de nos travaux.

Il importe donc que le congrès se définisse dans la clarté, c'est-à-dire en ne considérant que le fond des problèmes politiques qui nous sont soumis. Les querelles nées d'anciennes appartenances doivent être délibérément écartées. Le parti ne rassemble que des militants aux droits et aux devoirs égaux. Les responsabilités de l'action en commun doivent être confiées à des mandataires choisis suivant des procédures démocratiques incontestables.

Mais ce congrès ne constitue également qu'une étape dans l'unification des socialistes. Nous sommes pleinement conscients qu'il existe encore des socialistes en dehors de notre organisation. Certains d'entre eux, qui adhèrent à toutes nos options, hésitent encore à faire le pas qui les amènerait à s'engager dans le parti. Certains restent engagés dans d'autres formations dont l'action pourtant les déçoit et où ne les retient que le poids des habitudes.

Le parti doit les appeler à venir travailler avec nous. En rompant avec l'isolement ou avec des appartenances anciennes, ils feront le même effort que celui auquel se sont astreints les membres actuels du Parti Socialiste et de la C.I.R. Ils apporteront une contribution positive, et peut-être décisive, à l'oeuvre de rénovation et d'unité qu'inaugure maintenant le Parti Socialiste et qui est la seule pouvant donner un cours nouveau à l'évolution de la société française.

En vous soumettant le présent texte, les signataires ci-après ont délibérément entendu rompre avec la tradition des motions-catalogues et des résolutions encyclopédiques. Ils ont manifesté leur volonté d'offrir une orientation simple et claire, capable de servir de guide à l'action du parti au cours des années à venir.

ANTONA Marie-Louise, Paris - AYNIE Paul, Haute-Garonne - BARRA Joseph, Hts-de-Seine - BENOIST Daniel, Député Nièvre - BERNARDIN Claude, Rhône - BEREGOVY Pierre, Eure-et-Loir - BESOMBES Donatien, Tarn-et-Garonne - BLAVIGNAC Serge, Cantal - BOEGLIN Edouard, Haut-Rhin - BOUCHON Marius, Ardèche - BORDES Guy, Aisne - BRUN André, Val d'Oise - BRUTELLE-DUBA Janette, Paris - BRIC Yvon, Gironde

CAVAILLES Albert, Tarn et Garonne - CÂZELLES Ernest, Loir et Cher - CHAMPEIX Marcel, Sénateur Corrèze - CELLARD André, Gers - CEPEDE Denis, Yvelines - CORMIER Maurice, Maine et Loire - COT Jean Pierre, Savoie - COULON Yves, Ariège - COUTROT Maurice, Sénateur Seine St Denis - DEBARGE Marcel Seine St Denis - DELMAS Louis, Tarn et Garonne - DENECKER Gérard, Corrèze - DESSEINE Jean - Marie Vendée - DESVALOIS Pierre, Haute Vienne - ELEDJAM Jocelyn, Vaucluse - ENOCK Jacques, Yonne - FAIVRE Jean-Marie, Nord - FARAUD Roger, Deux Sèvres - FA TOUS Léon, Pas de Calais - FAUQUE Edouard, Hautes Alpes - FAURE Gilbert, Député Ariège - FICHANT Michel, Loir et Cher - FLEURY Jacques, Seine St Denis - FLOELS Jacques, Loire Atlantique - FUZIER Claude, Seine St Denis - GAROUSTE Marcel, Lot et Garonne - GAZAGNES Honoré, Hte Garonne - GAU Jacques, Val de Marne - GIRAUD Pierre, Sénateur Paris - GODARD Jacques, Bouches-du-Rhône - GUELARET Yves, Morbihan - GUILLE Georges, Député Aude - IMBERT Marcel, Ain - JOBERT Bruno, Isère - JOSEPHÉ Noël, Pas de Calais - LABAT René, Landes - LAVIEL LE Henri, Député Landes - LE BRETON Hubert, Maine et Loire - LE FLOCH André, Gironde - LE HO, Côtes du Nord - LOUSTAU Kléber, Loir et Cher - LE SAVOU ROUX Bernard, Hts de Seine - MAILLARD Jean, Maine et Loire - MAO Hervé, Finistère - MARTIAL Charles Dordogne - MAROUBY Jacques - MASSION Marc, Seine-Maritime - MAUCO Aimé, Gers - MOLLET Guy, Député Pas de Calais - MORDIN Henri, Meuse - NAYROU Jean Sénateur Ariège - PALMERO Jean, Ardèche - PAPOIN René, Mayenne - PERRIER Jean, Nord - PIETTE Jacques, Pas de Calais - PIQUEMAL Sylvette, Ariège - PREDIERI Yves, Aube - POT Charles, Val de Marne - PUISAIS Harris - SALLES Michel, Paris - SAINTE-MARIE Michel, Gironde - SAVARY Alain - SEINCE Pierre, Paris - TADDEI Dominique, Somme - THOMAS Alexandre, Côtes du Nord - TOUREILLE Henri, Gard - TROUDET Bernard, Manche - VERDIER Robert, Paris - VINCENT Jean, Loire - VIVIER Emile, Eure et Loire - WAINER Henri, Paris - WORMS Jean-Pierre, Paris. Docteur LAFFIN, Secrétaire Fédéral de la Haute-Savoie

P

Unité et Rénovation pour une victoire du Socialisme en 1973

Le socialisme français peut remporter, dans les années qui viennent, une victoire décisive. Il le peut parce qu'après quinze ans de gouvernement conservateur, l'impuissance du système capitaliste à résoudre les problèmes de notre temps apparaît plus clairement aux masses.

Mais pour que cette victoire soit remportée et surtout pour qu'elle soit décisive, deux conditions préalables doivent être remplies: l'union des forces socialistes sur la base d'un programme commun et la rénovation du Parti Socialiste.

- UNE STRATEGIE D'UNION SOCIALISTE

La mise en place du pouvoir gaulliste a répondu à une modification des rapports économiques et sociaux dans notre pays: pour préserver sa place, le grand capital ne peut acceller l'industrialisation du pays qu'au détriment des travailleurs. Cette politique qui avive les antagonismes de classes n'est possible que grâce à l'appui d'un pouvoir fort et à la division des forces de gauche. Mais elle rend dérisoire toute collaboration entre les forces socialistes et les défenseurs du système capitaliste, et donc illusoire toute stratégie de 3^{me} force. Ce n'est qu'en mettant la construction du socialisme à l'ordre du jour qu'il est aujourd'hui possible de créer une alternative crédible au pouvoir des forces de la droite et du centre réunies.

L'objectif politique prioritaire du Parti doit être de faire en sorte que les élections prévues en 1973 donnent le pouvoir à une majorité et à un gouvernement d'Union Socialiste dans des conditions telles qu'il puisse, au cours des 5 années suivantes, jeter les bases d'une société socialiste en France.

La stratégie d'union socialiste reposera sur l'accord des deux partis qui représentent les travailleurs exploités

et dont le rôle à l'égard de ceux-ci est et restera concurrent: le Parti socialiste et le Parti communiste, ainsi que des autres formations qui se réclament du socialisme. Les autres forces démocratiques, et notamment le Parti radical, prendront leurs responsabilités en fonction de cet accord: elles auront à choisir entre l'Union socialiste et la coalition des gestionnaires conservateurs du centre et de la droite.

Un Programme Commun de Gouvernement

S'il est vrai que la conclusion d'un accord gouvernemental avec le Parti communiste doit être subordonnée à des réponses satisfaisantes de la part de celui-ci sur les questions fondamentales du socialisme et de la démocratie, la discussion de cet accord est d'ores et déjà possible.

L'examen du bilan du 22 Décembre 1970 fait apparaître des progrès considérables de la part du Parti communiste sur deux points: le Parti communiste reconnaît que le "passage au socialisme ne peut être que le fait d'un rassemblement majoritaire du peuple", et admet le pluralisme des partis. L'accord n'est pas encore réalisé sur le retour dans l'opposition en cas de désaveu par la majorité des citoyens: la signature d'un accord politique global demeurera impossible tant qu'il en sera ainsi, car si l'on peut espérer vainement cette hypothèse du désaveu, le refus même de l'envisager viderait de toute substance l'accord sur les deux points précédemment évoqués.

Les autres points de divergences relèvent soit de la spécificité normale des deux organisations (référence au légalisme et définition du pouvoir socialiste), soit du dialogue sur le programme commun (politique extérieure, Marché Commun), dialogue qu'il convient maintenant d'engager.

Le stade du dialogue purement idéologique, qui a l'inconvénient de la lenteur et de l'abstraction, est en effet dépassé. C'est dans la recherche d'un accord de gouvernement portant sur l'organisation de l'économie, la démocratisation de l'entreprise et du plan qu'il est possible de garantir concrètement la liberté dans le socialisme.

En effet, le contenu de l'unité est la question décisive.

Le Contenu de l'Unité

L'idée dont il faut partir, c'est qu'on ne mettra pas en place un gouvernement de gauche durable et à fortiori la construction socialiste en partant d'en haut, c'est à dire en se contentant d'utiliser dans un sens socialiste l'appareil d'Etat même renforcé.

L'illusion aujourd'hui est de croire qu'il soit possible à la gauche d'occuper le pouvoir pour y procéder à des réformes démocratiques et améliorer la condition des travailleurs sans toucher au coeur du système actuel, le pouvoir dans l'entreprise.

Celui qui sera décisif, ce sera que les masses prennent les plus larges responsabilités dans la construction du socialisme. A cet effet, la première tâche d'un gouvernement de gauche sera d'organiser conformément aux principes du Plan d'Action Socialiste et du Contrat Socialiste, le pouvoir effectif des travailleurs dans l'entreprise, ce qui implique le développement immédiat de leur éducation civique et politique.

Nous proposons donc que la direction du Parti engage sans tarder, et au plus tard avant la fin de 1971, des négociations avec le Parti communiste sur un programme commun de gouvernement. Ces négociations seront menées en particulier sur la base des principes définis ci-dessus, précisés par un Conseil National convoqué en Novembre 1971. Il va sans dire que cet accord politique global sera soumis à l'approbation d'un Congrès extraordinaire, qui jugera du respect de nos principes fondamentaux.

Cette méthode peut seule nous permettre d'établir devant le pays l'aptitude effective de la gauche à gouverner, sans que nous puissions prêter au soupçon de tergiverser et de ne pas vouloir vraiment l'unité.

- UN PARTI POUR L'UNITE

A cette stratégie, on objectera que dans une alliance avec le Parti communiste, nous risquerions d'être écrasés et manipulés par un partenaire plus puissant. La question n'est pas de savoir qui au départ est le plus fort, mais qui dans une perspective dynamique est le mieux placé pour bénéficier de l'alliance.

A cet égard, le Parti communiste a fait, à peu de chose près, le plein de ses voix et de ses militants. Le Parti socialiste, au contraire, a perdu depuis 25 ans une part

importante de ses forces. Elles nous reviendront si nous adoptons une stratégie sans ambiguïté et mobilisatrice. En outre, beaucoup d'électeurs et de militants indécis, sensibles au pouvoir d'attraction de l'Unité socialiste, auront tendance à se tourner vers le partenaire le plus démocratique et le plus imaginaire de cette alliance.

Il ne tient qu'à nous d'être ce partenaire. Aussi, loin de cristalliser notre infériorité actuelle par rapport au Parti communiste, l'union est-elle un moyen, et sans doute le seul, de rétablir en notre faveur l'équilibre au sein de la gauche.

La Rénovation nécessaire

Encore faut-il que l'unité se fasse non dans la sclérose, mais dans le renouvellement. Pour attirer à lui les milliers de militants dont il a besoin, pour se rapprocher de sa base de classe naturelle - les travailleurs exploités - le Parti socialiste doit mettre fin au divorce trop fréquent entre les principes proclamés et les comportements réels, tel qu'il a pu se manifester encore par certaines alliances municipales. Il doit aussi ouvrir de nouvelles formes d'action. L'Unité, enfin réalisée, entre le Parti socialiste et la Convention des Institutions Républicaines n'est qu'une étape de cette rénovation. Elle doit être suivie aussitôt d'un renouvellement profond de nos structures, de nos moyens et de nos hommes. Les principales mesures à prendre, à cet égard, sont :

- une multiplication de sections d'entreprise et universitaires, qui se constitueront dans les mêmes conditions que les sections locales. Dans une direction véritablement collégiale sera créé un secrétariat aux sections d'entreprise;

- des groupes socialistes peuvent s'organiser librement selon les affinités locales ou professionnelles, et être constituées en sections de plein exercice sur décision des Fédérations concernées;

- l'institution de règles contraignantes de non-cumul des mandats afin d'assurer le partage des responsabilités;

- l'élection du Comité directeur à la représentation proportionnelle et sur critères politiques;

- la ratification sur la base de décisions pour lesquelles les délégués aux Congrès n'auraient pas reçu de mandats impératifs;

- la création d'écoles de cadres fédérales ou inter-fédérales;

- la reconstruction d'une presse au moins hebdomadaire, où tous les courants du parti pourraient s'exprimer.

Aujourd'hui, le Parti Socialiste doit prendre conscience qu'une nouvelle période s'ouvre pour lui. Le passage au socialisme a cessé d'être un rêve lointain renvoyé à plus tard par les données sociales et politiques du pays, pour devenir l'enjeu historique des luttes de notre temps.

La motion Unité et Rénovation a d'ores et déjà été signée par les Camarades dont les noms suivent :

ALLIER	PHELOUZAT, J.P. (BN-JS) PASQUIER, P. (Sect. de Commeny) BRISSET
ALPES MARITIMES	FARACHE, A. (Sect. de Nice)
AUBE	CAMPS, J.M. (Sect. de Troyes) DUVAL, D. (" ") GUYON, P. (Sect. de Ste-Savine) STEFFANNE, P. (Maire de Ste-Savine)
AUDE	ARCIS, G. (Narbonne, Député supp.) RIVIERE, A. (" , anc. Cons. Munic.) GAUDIN, G. (Narbonne) ROUGE, A. (") BARAILLA, R. (Durban, Sect. de Sect.) SALA, M. (Narbonne) LOMBARD, J. (BN-JS) ALQUIER, Raymonde (Narbonne) PUJOL, G. (") PERNIA, G. (" , membre de la C.A. de la Sect.)
AVEYRON	DERUY, G. (Millau, Cons. Municip.)
BOUCHES DU RHONE	BERNARDI, F.N. (Marseille, 9e Sect. BN-JS) FERRIER, J.P. (" 10e Sect.)

	LUBRANO, R. (" 7e Sect.) POMMIER, G. (S.F. - J.S. et BN-J.S.) ROUDIÈRE, F. (Fos, Secret. de Sect.) ALESSI, C. (Istres, Secr. de Sect.)
CALVADOS	GILLES, J.P. (Hérouville, Cons. Munic.) LECOSTEY, J. (BN-JS) DUTOURD, B. (Caen, Sect. Universit.) ACHARD, Y. (Mandeville)
CHARENTE MARITIME	SICAUD, G. (Secrét. Féd.) ROUILLOU, J. (" ") NERRIERFS, G. (La Rochelle, Sect. de Sect.) ABAUT, G. (Trésor. Féd.) BARATON, R. (Ancien S.F.)
CHER	ALIZON, G. (Vierzon)
COTE D'OR	BAL, A. (Secret. Sect. PTT Dijon)
CREUSE	LEJEUNE, A. (Guéret, Cons. Munic.) TOMME, R. (" Secret. Sect.) MALEIN, M. (Guéret)
DOUBS	PAGNIER, M. (Sect. Besançon)
EURE	DARDEL, R. (Evreux, S.F. Administr.) JACOT, G. (BN - ES)
EURE ET LOIR	DIJOL, Y. (Dreux) LATTANZI, C. (")
GIRONDE	BRIAT, J. (Maire de Bouillac) BELLEAU, M. (" de Lhormond) SWAELS, J. (Mérignac)
HERAULT	CRESPY, M. (Montpellier) VIGNE, J. (Maire d'Octon)
ILLE ET VILAINE	MICHEL, J.P. (Rennes) CROCHET, J. (Vitré) GINER, J. (")
ISERE	GADELLE, P. (C.E.F., Sect. Grenoble)
LOIRE ATLANTIQUE	PROUX (Section Nantes) LE LIDEC, J. (Nantes) LEBAUD, J. (") OLIVIER, A. (Sect. Nantes)
MARNE	QUENARD, G. (S.F.) GAZEAU, A. (Reims)
MEUSE	VIGNERON, R. (S.F.A. - Sect. Verdun) CUSSEAU, V. (C.I.R., Maire Adj. Bar le Duc)
NORD	WOLF, M. (Lomme, BN-ES) LEROY, J.P. (Douai) DELFORCE, B. (Pérenchies) GOSSELIN, J.C. HENAUT, A.
OISE	BARBIER, R. (Compiègne) BUQUET, Y. (C.I.R. - Compiègne)
LOT ET GARONNE	ESCANDE, M. (Sect. de Fumel) ANDRES, P. (" ") BEAU, R. (" ")
PAS DE CALAIS	KLAWINSKY, R. (Divon)
PUY DE DOME	LECLUSE, J. (C.I.R.) VIALLET, B. (Objectif 72) KARMAN, J.N. (S.F. - J.S.) TISSOT, N. (St-Jacques) CHAUDAGNE, L. (Durtol) MARCHAND, H. (Clermont Ferrand) RUSTAN, C. (" ") SAUZEDDE, M.J. (" ")
PYRENEES ATLANT.	TOUSSAINT, J. (Billère-Pau)
RHONE	MASSARD (Villeurbanne, Sect. Sect.) VIGNE, M. (Vénissieux, " ")
SAONE ET LOIRE	FOREST, J.F. (C.A. Fédérale)
SAVOIE	ANTONIN, G. (S.F. politique)

	SARRE	(Conseiller de Paris, 1er Secrét. Féd.)
	CHEVENNEMENT, J.P.	(20e Sect.)
	MOTCHANE, D	(C.E. Fédérale)
	GUIDONI, P	(Conseill. de Paris, memb. du B.F.)
	MOULINET, L.	(Conseil. de Paris)
	CARASSUS, P.	(Sect. PTT-R.P.)
	GUYARD, J.	(C.E. fédérale)
SEINE ET MARNE	DERIENNIC	(Membre du B.F.)
SEINE MARITIME	GILLE, J.	(Sect. Gd. Quevilly)
DEUX SEVRES	CLERT	(Maire adj. de Niort)
	FREDON	(" ")
	KENETTE	(Niort)
TARN	COURBOU, D.	(Secrét. Sect. Albi, Membre B.F.)
TARN ET GARONNE	SAUBESTRE	(Secrét. Féd.)
	BONNAL, M	(Castelsarrasin)
	MURAT	
VAR	DIEUX, J.L.	(Membre du B.F.)
	MALPLATTE, J	(Toulon)
	LONJON	(")
	DURANDO, J	(Le Luc)
	SALLES	(Hyères)
	PRADIER	(Toulon)
	FORT	(")
	BOULLION-PERON, JG	(Sect. du Cannet des Maures)
YONNE	BELLEVENUE, D	(Auxerre)
TERRIT. DE BELFORT	URBAGHEL, J	(1er Secrét. Féd.)
	DURUPT, R	(Memb. de la C.E. Féd.)
	RAVIOLI, J	(" ")
	FORNI, R	
ESSONNE	NOE, P	(1er Secrét. Féd.)
	FAURE, J	(S.F.)
	DEROME, J	(Memb. de la C.E. Féd.)
	VILLENEUVE, M	(Secrét. sect. de Saclay)
	DURAND, J	(S.F. - J.S.)
HAUTS DE SEINE	LINDON, D	(Memb. du B.F.)
	MAREL, J	(Memb. de la CE Féd- Maire Adj. de Sèvres)
	BOUITSSOU, J.	(Puteaux)
	CATHELIN, J.P.	(" ")
SEINE ST-DENIS	JULIEN	(Cons. Municip. de Clichy- sous-Bois)
VAL DE MARNE	COLLET	(Secrét. Sect. Fontenay-s/ Bois)
	DESBROSSES, M.	(Adj. au Maire de Fontenay s/ Bois)
	FRETAU, G	(St-Maur)
	MASCOMERE	
VAL D'OISE	DAFFIX, R	(1er Secrét. Féd.)
	DANIEL	(Memb. du B.F.)
	BOISSEL	(" ")
	JAUREY, M	(Sarcelles)
YVELINES	GLAIZE, J	(Sect. de Versailles)

R

La Gauche a besoin d'un Parti socialiste fort

Le Congrès d'unification marque une étape décisive. Avec la Convention des Institutions Républicaines, la venue de militants d'Objectifs 72, celle qu'annoncent déjà de nombreux militants syndicalistes et des citoyens à un regard neuf qui vont s'engager pour la première fois, l'unité se réalise.

Nous devons inscrire notre Congrès, de manière évidente, dans une dynamique de rassemblement au sein du parti. Pour atteindre cet objectif, il nous faut en termes clairs traduire notre effort d'imagination et de rénovation, et notre volonté de nous montrer réalistes et efficaces, pour devenir la grande force de la Gauche.

Un Effort d'Imagination

La montée des jeunes, l'urbanisation galopante, la dépopulation des campagnes, le développement du secteur tertiaire, sont des données qu'il n'est pas permis de négliger.

Les progrès fulgurants de la Recherche, la conquête de l'atome et celle de l'espace, le développement de l'informatique et des communications de masses, ont déjà - et auront de plus en plus - des conséquences illimitées sur le plan social et politique. Au-delà de ces mutations, il est essentiel que les Socialistes s'attachent à promouvoir l'adéquation de l'homme, considéré tout à la fois comme consommateur, comme producteur, comme citoyen, et à lui proposer non seulement des satisfactions matérielles, mais une qualité de vie qui s'ouvre sur une civilisation de la culture donnant ainsi la véritable dimension de son épanouissement.

Le Parti serait sans efficacité réelle s'il ne s'imposait pas une réflexion approfondie sur l'actuelle société et s'il n'était pas capable d'une adaptation continue.

Des Propositions concrètes

Il est certes important qu'un plan d'action, dont les éléments figurent dans des documents déjà publiés, traite des principes d'une société moderne, des moyens de la conquête du pouvoir et des premières étapes d'un programme de gouvernement. Mais il est aussi essentiel que l'accent soit mis sur des préoccupations concrètes : celles notamment de la vie quotidienne (développement des investissements collectifs), de l'environnement (problèmes de la distribution de l'eau, lutte contre les nuisances), de l'action municipale - décentralisation, autonomie, réforme des finances locales.

Une Rénovation réelle

Un Parti moderne doit adapter son visage, son style, ses méthodes au monde actuel. La recherche de nouveaux niveaux de participation au plan régional et local; l'utilisation aussi large que possible des moyens modernes de communication et de formation; la détermination de structures d'implantation et de méthodes de propagande adéquates doivent être pour nous des préoccupations majeures si nous voulons fournir au socialisme un cadre d'action vivant et attractif.

o o o

Pour être Réalistes

Notre volonté de réalisme exige que nous plaçons résolument notre action dans le cadre de la société présente, et dans la perspective des vingt prochaines années. Notre attachement à l'idéal socialiste exprime notre conviction que la condition fondamentale du plein épanouissement de l'homme est la disparition des structures capitalistes et comporte donc une stratégie globale de rupture sans équivoque avec la société actuelle. Une analyse raisonnable de l'évolution en cours nous apprend que cette transformation se fera inéluctablement si nous menons notre combat. Le devoir est d'avancer sans relâche dans la direction socialiste, de prendre les mesures irréversibles qui s'imposent, et d'agir constamment pour améliorer, jour après jour, le sort matériel et moral des hommes.

Il n'est pas de modèle de société socialiste qui présentement réponde à nos espérances. La démocratie américaine, en dépit de la prospérité et de sa réussite technologique, reste minée par la loi du profit. Les démocraties populaires, dominées par la bureaucratie et le blocage économique résultant de leur système, s'avèrent incapables de s'ouvrir à la liberté.

Le socialisme démocratique reste une idée neuve et il est indispensable d'en sauvegarder la nature et l'originalité face à toutes les contre-façons.

Un Parti Socialiste fort

En France, la première initiative à prendre est évidemment de battre le pouvoir actuel. Dans la "nouvelle société" de MM. Pompidou et Chaban-Delmas, les trois-quarts des travailleurs, à commencer par les jeunes et les personnes âgées, vivent dans l'angoisse des fins de mois, tandis que, au cours des trois dernières années, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 60%. Conservateur par sa nature, le Gouvernement exerce son action en faveur des privilégiés. Il s'affirme chaque jour davantage comme celui de l'ordre moral et du règne de l'argent, celui des banques et des promoteurs immobiliers. Il s'oppose aux intérêts de toutes les catégories de travailleurs.

Le pouvoir actuel s'appuie sur le "fait majoritaire", il ne peut être battu que par le renversement de cette notion en faveur de la Gauche. Mais l'opinion publique ne fera ce choix que si celle-ci lui apparaît comme une solution de rechange sérieuse et cohérente. Or l'image de la Gauche dépendra essentiellement de celle qu'offrira lui-même le Parti socialiste. La Gauche a besoin d'un Parti socialiste fort:

Fort pour entraîner l'électorat flottant sans se renier lui-même;

Fort pour pratiquer une politique d'ouverture qui puisse se développer sans aboutir à un état de confusion;

Fort pour entraîner l'ensemble de la Gauche.

Une Politique d'Ouverture

Notre politique d'ouverture doit être évidente et s'appliquer dans trois directions essentielles :

Le Parti socialiste doit, à tout moment, sans souci des anciens clivages, s'élargir à tous ceux qui se réclament de la démocratie socialiste:

Jeunes qui, dans les mouvements et les associations, inquiets de leur avenir, sont disponibles pour bâtir une société nouvelle;

Syndicalistes soucieux de donner la dimension politique à leur action personnelle;

Chrétiens qui se reconnaissent dans les valeurs fondamentales du socialisme;

Coopérateurs qui, dans l'action concrète, tracent l'une des voies essentielles de l'action socialiste.

Le Parti socialiste doit constamment s'efforcer de coordonner son action avec celle du Parti radical, qui fut un partenaire loyal au sein de la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste.

Il doit entreprendre et poursuivre un dialogue avec les démocrates qui se sont opposés sans équivoque et avec constance au pouvoir.

Ainsi pourront être réunis, pour la prochaine étape du combat politique, tous ceux qui sont résolus, avec la Gauche, à restaurer la Démocratie et à éliminer les injustices les plus criantes du régime capitaliste.

Relations avec le Parti communiste

Depuis 50 ans, les travailleurs socialistes et communistes aspirent à l'unité. Les efforts déployés et les échecs subis sont à l'échelle de l'éloignement des méthodes et des principes. Au lendemain du XXe Congrès du Parti communiste soviétique, les socialistes ont espéré. La normalisation en Tchécoslovaquie a rappelé durement la persistance de divergences fondamentales.

L'analyse des faits nous amène à tenir compte, aussi, des progrès qui se manifestent dans le Parti communiste. Mais ils sont encore trop limités. Et au point où nous en sommes, nous n'acceptons pas de prendre le risque de laisser se développer dans l'opinion cette redoutable confusion que les communistes deviennent des socialistes, et que les socialistes deviennent des communistes.

Le dialogue idéologique a permis de situer clairement les convergences et les divergences. Nous demandons maintenant au Parti communiste d'apporter aux questions concernant les libertés individuelles, les libertés politiques, la souveraineté nationale, l'alternance du pouvoir, la construction européenne, des réponses claires. Un Conseil National ayant pouvoir de Congrès appréciera ces réponses et décidera de la reprise du dialogue public.

Dans le présent, ce qui est possible et nécessaire ce sont des répliques communes, de caractère ponctuel, face aux menaces précises que le pouvoir et les capitalistes font peser sur les travailleurs.

Pour répondre à l'espoir du peuple, la Gauche doit affirmer sa vocation majoritaire et se mettre en situation de l'emporter.

La Gauche ne peut s'imposer que si elle est équilibrée et si le Parti socialiste en apparaît clairement comme la force d'animation et d'entraînement.

° 0 °

Sans un grand Parti socialiste, la politique de la Gauche, et par conséquent toute la politique de la France, resterait bloquée. Il nous faut en Juin prendre les décisions propres à permettre à notre Parti d'assumer les responsabilités majeures pour l'avenir du pays.

Dans cette voie, les signataires de cette motion soulignent que la construction et le développement d'un Parti so-

-cialiste capable de rassembler les hommes et les femmes pour réaliser une société libre, responsable et solidaire, constitue l'objectif prioritaire du Congrès d'unification socialiste.

MOTION PRESENTÉE PAR LES BUREAUX FEDERALEX DU NORD ET DES BOUCHES-DU-RHONE -

Nord : Augustin LAURENT, Victor PROVO, Pierre MAUROY, Arthur NOTEBART, René DEBESSON, Jean DELVAINQUIERE, Bernard DEROSIER, André GILLIARD, Gérard HAESENBOECK, Michel LECORNET.

Bouches du Rhône : Emile LOO, Roger CARCASSONNE, Gaston DEFFERRE, Roger DELAGNES, Jean MASSE, Charles PRIVAT, Louis PHILIBERT, Irma RAPUZZI.

SUPPLEMENT A LA « DOCUMENTATION SOCIALISTE » N° 18

Directeur de la publication : Alain Savary *Imp. spéciale du Bulletin Socialiste 41 Bd de Magenta Paris*